Perspectives du marché du travail

PRÉVISIONS

1986
1987

Québec

87-01935/

Prévisions 1986-1987
Mai 1986

PERSPECTIVES DU MARCHE DU TRAVAIL

Service des études régionales
et de l'analyse conjoncturelle
Direction de la recherche
Direction générale de
la planification

MINISTERE DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DE LA SECURITE DU REVENU

Cette publication a été produite par
la Direction générale des publications
gouvernementales

(c) Gouvernement du Québec
Dépôt légal - 4e trimestre 1986
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-551-8723-6

AVANT-PROPOS

L'acquisition d'informations relatives à l'évolution future du marché du travail constitue un élément important pour l'orientation des actions du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu au chapitre de la main-d'oeuvre et, en particulier, de la formation professionnelle. Ces actions s'exercent dans chacune des régions du Québec. Aussi les agents du Ministère doivent-ils détenir des renseignements propres à assurer des interventions adaptées aux spécificités présentes et futures des marchés régionaux du travail.

C'est pour cette raison que la Direction de la recherche du Ministère réalise un exercice de prévision à court terme des principaux indicateurs du marché du travail pour chacune des régions et pour l'ensemble du Québec. Un éclairage additionnel quant à la répartition sectorielle de l'emploi est aussi mis à la disposition des agents intéressés.

Sous la direction de Smaïl Bouikni, le comité de prévision composé de Gilles Brabant, Michel Charron, Alain Dufour (responsable), Robert Gareau, Gilles Gauthier et Dang-Phuoc Nguyen a assuré la coordination des travaux et la rédaction de ce document. L'indispensable contribution régionale a été assurée par les économistes suivants:

Louis-Mari Rouleau:	Bas St-Laurent - Gaspésie
Gilles Gauthier:	Saguenay - Lac-St-Jean
Sylvain Melançon:	Québec
Jules Bergeron:	Mauricie - Bois-Francs
Serge Paré:	Estrie
Yves Larocque:	Montérégie
Michel Charron:	Montréal-Centre
Robert Gareau:	Laurentides-Lanaudière
Nacer Lahdiri:	Outaouais
Marie-Josée Marcoux:	Abitibi-Témiscamingue
André Lepage:	Côte-Nord - Nouveau-Québec

Nos remerciements vont également à Denise Lafortune et Louise Trépanier pour leur soutien technique et enfin à Lucie Fournier à qui nous devons la présentation soignée de ce document.

Monique Frappier-DesRochers
Directrice de la recherche

SOMMAIRE

La croissance économique des pays industrialisés se poursuivra à un rythme modéré en 1986 et en 1987. Au Canada, la croissance des deux prochaines années s'appuiera essentiellement sur la bonne tenue des investissements. L'application de politiques fiscales restrictives contribuera à freiner la croissance du revenu personnel disponible. Cependant, un abaissement éventuel du taux d'épargne pourrait compenser ce ralentissement et donner un coup de pouce à l'économie canadienne.

Au Québec, quelques projets industriels majeurs donneront le ton à la croissance des investissements, ce qui pourra pallier le ralentissement des dépenses de consommation. Après deux années de forte croissance de l'emploi, le Québec enregistrera un gain de 66 000 emplois (2,4%) en 1986 et de 57 700 (2,0%) en 1987. Malgré une augmentation notable du taux d'activité, qui atteindra 62,8% en 1986 et 63,2% en 1987, le chômage continuera de diminuer lentement et son taux sera ramené à 11,3% en 1986 et à 10,9% en 1987.

Le secteur manufacturier retrouvera le chemin de la croissance en matière d'emploi en 1986 (1,9%) et en 1987 (1,6%). Toutefois le secteur tertiaire continuera d'être plus dynamique. A eux seuls, les services sociaux, commerciaux et personnels contribueront pour près de la moitié de la création nette d'emplois au Québec pour chacune de ces années. L'emploi dans le secteur primaire demeurera plutôt stable.

Au plan régional, l'Abitibi-Témiscamingue sera affectée par les difficultés du secteur primaire alors que l'Outaouais subira les contrecoups des compressions budgétaires gouvernementales. L'emploi sera en hausse dans toutes les autres régions en 1986. En 1987, seule la région de l'Abitibi-Témiscamingue enregistrera des pertes d'emplois.

TABLE DES MATIERES

Page

AVANT-PROPOS
SOMMAIRE

PERSPECTIVES D'ENSEMBLE POUR 1986 ET 1987 1

L'économie internationale 3
L'économie canadienne 4
L'économie québécoise 6
Vue d'ensemble.....6
Les secteurs d'activité.....10

PREVISIONS DU MARCHE DU TRAVAIL REGIONAL 19

TABLEAUX DES PREVISIONS 69

PERSPECTIVES D'ENSEMBLE

POUR 1986 ET 1987

L'ECONOMIE INTERNATIONALE

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques[1] (O.C.D.E), la croissance économique des pays membres sera plutôt modérée en 1986. En effet, le produit national brut (P.N.B.) des Etats-Unis continuera de progresser lentement en 1986, au taux de 2,7%. Les pays européens membres de l'O.C.D.E. fermeront la marche avec une augmentation annuelle de leur P.N.B. voisine de 2,25%. Le Japon, pour sa part, enregistrera la meilleure performance avec un rythme de croissance de 3,5%. Par ailleurs, le ministère des Finances du Canada estime que le P.N.B. américain pourrait croître de 3,2% en 1987[2].

L'économie européenne: croissance modeste grâce à la demande intérieure

En Europe, le ralentissement de l'activité économique aux Etats-Unis et la dépréciation du dollar américain entraîneront une baisse des exportations. Les économies européennes devront donc compter davantage sur elles-mêmes pour maintenir l'activité économique à un niveau qui, au moins, n'aggraverait pas le chômage. Depuis le début de la reprise, la croissance de l'emploi en Europe a été anémique au point de ne pas être en mesure d'absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail. En effet, entre 1983 et 1985, alors que l'ensemble des pays membres de l'O.C.D.E récoltait une progression cumulée de 3% de l'emploi, les pays européens ont connu une stagnation à ce chapitre. En outre, la faible croissance économique anticipée pour les prochaines années ne permet pas d'espérer un redressement tangible sur le plan de l'emploi.

Par ailleurs, l'état déprimé du marché du travail, allié au relèvement des monnaies européennes par rapport au dollar, provoquera un recul de l'inflation en Europe, ce qui sera éminemment favorable à un assou-

---

1. O.C.D.E., Perspectives économiques de l'O.C.D.E., no.38, Paris, décembre 1985.

2. Ministère des Finances, Vers une expansion soutenue: Perspectives économiques du Canada, 1986-1991. Ottawa, février 1986.

plissement des politiques budgétaire et monétaire, prérequis important à une reprise de la demande intérieure.

L'économie américaine: correction des déséquilibres budgétaire et commercial

L'économie américaine continuera d'évoluer à un rythme modéré au cours des deux prochaines années. La croissance du P.N.B. variera entre 2,5% et 3%, résultat d'une politique budgétaire plus restrictive, accompagnée d'un ralentissement de la consommation et des investissements. On estime que la croissance s'appuiera plutôt sur le repli du cours du dollar par rapport aux autres monnaies: la compétitivité des produits américains s'améliorera sensiblement et, de ce fait, l'industrie manufacturière pourra reprendre le chemin de la croissance.

Pour leur part, les taux d'intérêt s'inscriront à la baisse en 1986 et 1987, ce qui permettra d'éviter une nouvelle flambée du dollar, laquelle ne manquerait pas de contrecarrer les efforts relatifs à la diminution du déficit commercial. Toutefois, l'évolution des taux d'intérêt dépendra dans une certaine mesure des efforts consentis pour réduire le déficit budgétaire. L'inflation ne posera pas de problème; toutefois, une dépréciation trop brusque du dollar pourrait relever les prix des importations et de là, raviver l'inflation.

L'ECONOMIE CANADIENNE

Comparativement à celle des Etats-Unis, la reprise économique canadienne s'est avérée beaucoup plus stable depuis 1982, à la faveur d'une remontée des investissements et d'une bonne tenue des dépenses de consommation. Qui plus est, la performance économique du Canada en 1985 a surpassé celle de son voisin du Sud et la plupart des prévisionnistes s'accordent pour dire qu'il en sera ainsi en 1986. La progression du P.N.B. réel sera toutefois moins forte qu'en 1985, atteignant 3,5% en 1986 selon un relevé publié par le journal Les Affaires[1]. En 1987,

---

1. Les Affaires, 25 janvier 1986, cahier spécial.

un autre repli est anticipé, la croissance économique s'établissant à 3%, selon le ministère des Finances du Canada[1].

Bien que la situation financière des ménages canadiens soit plus reluisante que celle des américains, la hausse annoncée des impôts freinera la croissance des dépenses de consommation au Canada. Toutefois, les investissements compenseront partiellement pour cette baisse de la consommation.

L'évolution des taux d'intérêt continuera d'être conditionnée par le comportement de leurs pendants américains et, de façon concomitante, par l'état de santé des dollars américain et canadien. Mais l'application d'une politique monétaire restrictive demeure improbable puisque l'inflation ne sera pas au rendez-vous. En effet, la capacité excédentaire de production, bien qu'ayant été réduite en 1984 et en 1985, demeure considérable et la situation sur le marché du travail est peu propice à une remontée des salaires. En 1986, l'indice des prix à la consommation augmentera de 4,2%[2] tandis que les avis sur 1987 sont plus partagés.

En somme, la croissance canadienne des deux prochaines années s'appuiera essentiellement sur la bonne tenue des dépenses d'investissement. Toutefois, les consommateurs pourraient donner un sérieux coup de pouce à la reprise en abaissant leur taux d'épargne. Cette éventualité est d'autant plus réaliste que le taux d'épargne des ménages canadiens se maintient, depuis quelques années, à un niveau très élevé comparativement à celui des ménages américains. Par ailleurs, un effondrement du prix du pétrole n'aurait pas que des effets positifs, puisque plusieurs projets d'investissement reliés au secteur énergétique pourraient être reportés.

---

1. Ministère des Finances, op.cit.
2. Les Affaires, op.cit.

L'ECONOMIE QUEBECOISE

Vue d'ensemble

Si le Québec a été au nombre des provinces canadiennes les plus touchées lors de la dernière récession, il a été de celles qui, en contrepartie, ont renoué avec le plus de vigueur avec la croissance. Contrairement à l'ensemble du Canada, les investissements au Québec n'ont pas attendu 1985 pour reprendre vie tandis que les dépenses de consommation, grâce à une amélioration de l'emploi, à une augmentation du revenu disponible et à une baisse du taux d'épargne, ont soutenu la reprise. En 1986 et en 1987, les dépenses en équipements de production vont continuer d'augmenter. Quelques projets industriels majeurs vont donner le ton à la croissance des investissements.

Par contre, les consommateurs québécois se ressentiront eux aussi des hausses d'impôts annoncées par le gouvernement fédéral et la faible croissance du revenu disponible qui en résultera affectera directement les dépenses de consommation. Selon la section de Montréal de l'Association des économistes québécois (ASDEQ)[1] qui a effectué une moyenne des prévisions d'une dizaine d'organismes, le revenu disponible réel verra son taux de croissance fléchir sensiblement de 3,4% en 1985 à 1,9% en 1986.

Bien entendu, certains événements pourraient modifier cette orientation. Par exemple, la chute du prix du pétrole, si elle devait se poursuivre, pourrait s'avérer un facteur de croissance en abaissant davantage l'inflation, permettant ainsi un relèvement du revenu disponible réel. Par ailleurs, la modeste croissance économique antici-

---

1. A.S.D.E.Q. (section de Montréal), Québec Horizon 1986, no.1, février 1986.

pée aux Etats-Unis ne sera pas sans causer quelques désagréments aux exportations québécoises vers ce pays qui risqueront de perdre de leur tonus en 1986 et en 1987.

Sur le plan de l'emploi, le Québec a causé une agréable surprise en 1985 en enregistrant, et ce pour une seconde année consécutive, une augmentation de quelque 80 000 emplois (3,0%). Selon les scénarios que nous avons consulté, la croissance sera plus modeste en 1986 et en 1987. Le Conference Board[1] et la Caisse de dépôt et placement du Québec[2] (C.D.P.Q.) anticipent une progression de l'emploi de 2,9% et de 2,7% respectivement, alors qu'Informetrica[3] propose une croissance de 41 300 emplois (1,5%) en 1986. Pour la seconde année de la prévision, le Conference Board[4] estime que le niveau d'emploi progressera de 68 000 (2,4%) alors que la C.D.P.Q. et Informetrica s'attendent à des taux de 1,6% et de 2,3% respectivement. Pour sa part, le relevé préparé par l'ASDEQ.[5] fait état d'une prévision moyenne de l'emploi de 2,0% (56 000) en 1986.

---

1. The Conference Board of Canada, Scénario régional alternatif, octobre 1985.

2. Caisse de dépôt et placement du Québec, Cycles et tendances, décembre 1985.

3. Informetrica Ltd, Scénario Informetrica, post 1-85, 1985.

4. The Conference Board of Canada, Quarterly Provincial Forecast, vol.9, no.4, août 1985.
   Le scénario alternatif d'octobre 1985 ne comprenait pas de prévision pour 1987. Nous avons alors retenu la prévision du mois d'août 1985 pour cette année-là. Lors de la préparation de nos prévisions régionales, le scénario de février 1986, présentant une progression de l'emploi de 4,0% la première année, n'était pas disponible.

5. A.S.D.E.Q., op.cit.

GRAPHIQUE 1

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI, QUÉBEC
1976 À 1987

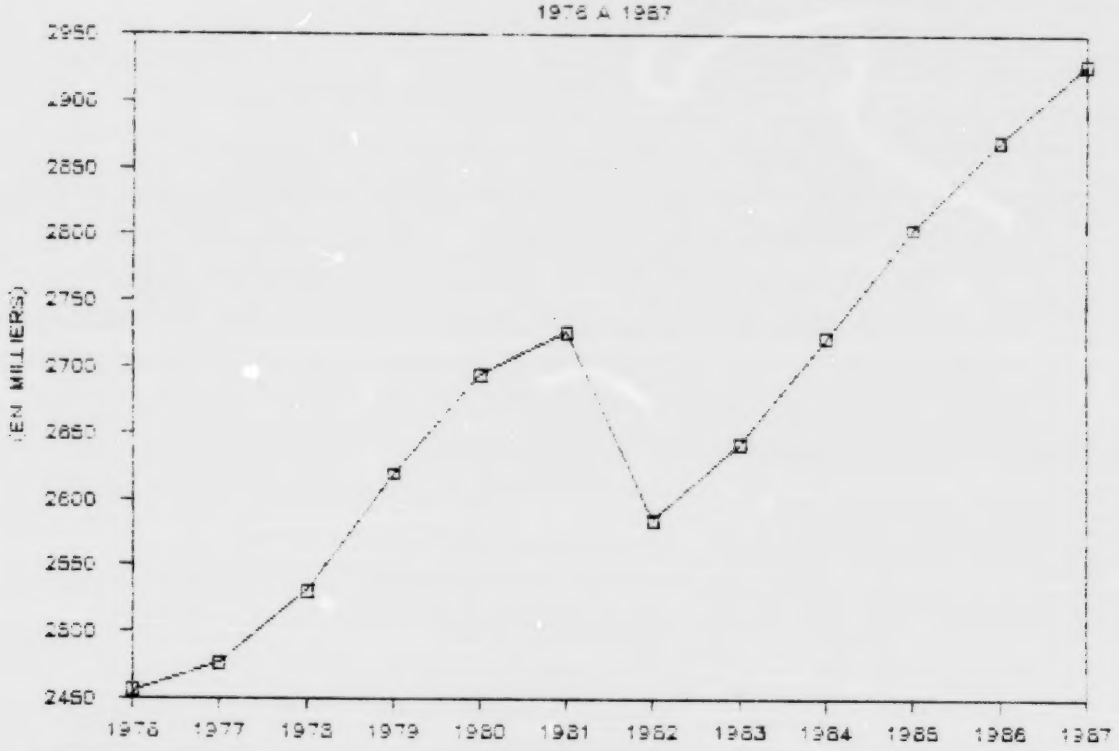


TABLEAU 1

TAUX DE CHOMAGE ET VARIATION DE L'EMPLOI
QUÉBEC, 1986 ET 1987

	Taux de chômage (en %)		Variation de l'emploi	
	1986	1987	1986	1987
Conference Board (juillet 1985)	11,1	10,6	71 000 (2,5%)	68 000 (2,4%)
Conference Board (octobre 1985)	9,9	n.d.	80 000 (2,9%)	n.d.
Caisse de dépôt et placement du Québec (décembre 1985)	10,9	11,0	75 700 (2,7%)	46 100 (1,6%)
Informetrica (septembre 1985)	11,6	10,8	41 300 (1,5%)	64 700 (2,3%)

TABLEAU 2

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL

QUEBEC, 1986, 1987

INDICATEURS	1986		1987	
	(000)	%	(000)	%
Population de 15 ans et plus	5153,9		5198,4	
Variation annuelle	38,6	0,8	44,5	0,9
Population active	3234,6		3285,5	
Variation annuelle	53,8	1,7	50,9	1,6
Emploi	2870,5		2928,2	
Variation annuelle	66,0	2,4	57,7	2,0
Chômage	364,1		357,3	
Variation annuelle	-12,3	-3,3	-6,8	-1,9
Taux de chômage		11,3		10,9
Variation annuelle*		-0,5		-0,4
Taux d'activité		62,8		63,2
Variation annuelle*		0,6		0,4
Rapport Emploi/Population		55,7		56,3
Variation annuelle*		0,9		0,6

* en points de pourcentage

Après examen de ces divers scénarios, le Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle a retenu une progression du nombre de personnes occupées s'établissant près de la prévision moyenne de ces trois organismes spécialisés, soit 2,4% en 1986 et 2,0% en 1987 (graphique 1). Malgré une augmentation notable du taux d'activité, qui atteindra 62,8% en 1986 et 63,2% en 1987, le chômage continuera de diminuer lentement et son taux sera ramené à 11,3% en 1986, puis à 10,9% en 1987 (tableau 1).

Les secteurs d'activité

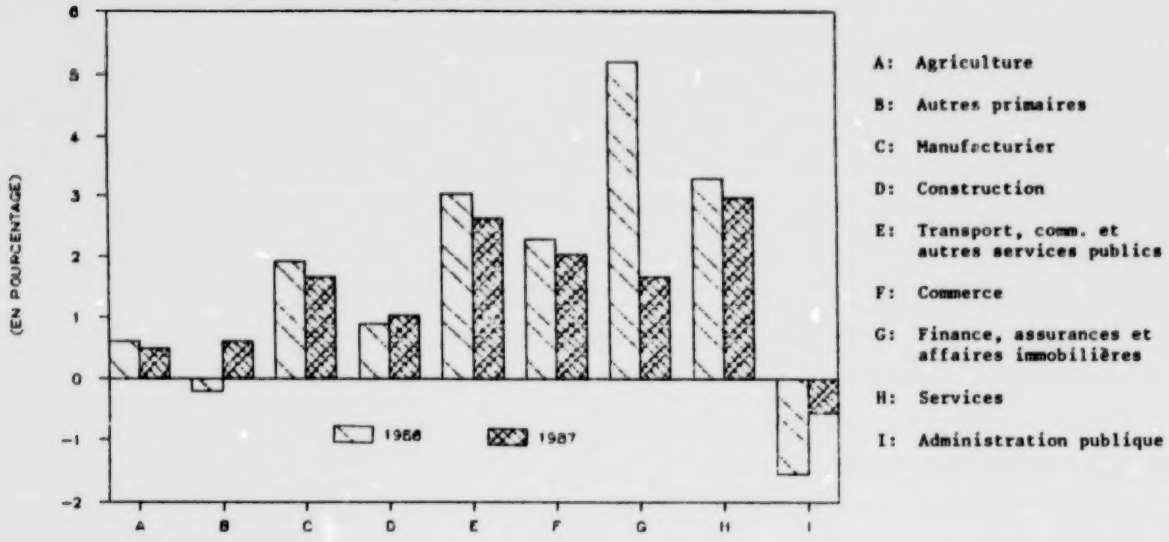
Au cours des deux prochaines années, l'emploi dans le secteur agricole sera légèrement en hausse au Québec, prolongeant ainsi le redressement amorcé au début des années 80. Les deux dernières années ont été bonnes au chapitre de la production (croissance de 6,5% en 1984 et de 5,0% en 1985 selon les estimations du Conference Board du Canada) et l'augmentation du degré d'autosuffisance alimentaire favorisera encore la progression du nombre de personnes en emploi. Par contre, les besoins financiers des producteurs agricoles sont sans cesse croissants et la survie de plusieurs établissements est fortement liée à l'aide gouvernementale. De plus, le Québec a connu quelques difficultés en 1985 sur les marchés d'exportation, résultant, entre autres, d'une surproduction de viande porcine sur le continent nord-américain. Globalement, des augmentations successives de 500 et 400 emplois sont prévues pour 1986 et 1987 dans ce secteur. Par ailleurs, la situation sera plutôt calme dans l'industrie des pêches.

L'industrie des aliments et boissons connaîtra, pour sa part, un relèvement marqué de son niveau d'emploi, après un repli de 3 000 observé l'an dernier et de 6 000 en 1984. Depuis quelques années, cette industrie s'est engagée sur la voie de la concentration des activités et de la modernisation des équipements (surtout dans les domaines de l'abattage et de la production laitière) engendrant des pressions à la baisse sur l'emploi. Les investissements ont été faibles en 1985, mais les dépenses en immobilisations avaient progressé d'environ 40% en 1984. Toutefois, en

GRAPHIQUE 2

VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI

QUÉBEC, 1986, 1987



plus des facteurs influençant le secteur agricole, l'industrie des aliments profitera de la croissance du revenu personnel disponible et de la mise en marché de nouveaux types de produits laitiers et avicoles. L'emploi du secteur progressera ainsi de 5,6% en 1986 et de 3,3% en 1987.

Frappée par l'imposition successive de plusieurs taxes à la consommation et par une préoccupation sociale grandissante face aux effets du tabagisme, l'industrie du tabac verra son potentiel de croissance fortement diminué et il est à prévoir que quelques centaines de mises à pied surviendront au cours des deux prochaines années. Malgré tout, ce secteur a la vie dure, puisque depuis 1977, l'emploi oscille entre 4 000 et 5 000 annuellement.

Les secteurs du cuir, du textile et du vêtement doivent de plus en plus faire face à la concurrence internationale. L'abolition progressive des barrières tarifaires oblige ces secteurs à se réorganiser. Dans le cas du cuir et du textile, des mises à pied importantes sont encore à prévoir en 1986 dans certaines régions du Québec, reflétant ainsi les baisses enregistrées dans les expéditions

des produits du cuir (3,1%) et des textiles de première transformation (2,6%) au cours de 1985. Par contre, l'industrie du vêtement semble devoir tirer son épingle du jeu, après plusieurs années d'incertitude. La réorientation du secteur et l'accent mis sur la modernisation et l'accroissement de la productivité permettent d'entrevoir des jours meilleurs. En 1985, 2 000 emplois ont été créés dans ce secteur alors que les expéditions manufacturières avaient progressé de 3,2%. En 1986, le niveau d'emploi progressera de 3,6%, puis il se stabilisera en 1987.

Dans les industries de fabrication de biens durables tels les produits métalliques, les machines, les équipements de transport et les produits électriques, on doit s'attendre à une forte croissance au cours de l'horizon de prévision. Les expéditions manufacturières de la plupart de ces secteurs étaient en forte progression en 1985 (24,2% dans le cas des machines) et, bien que les investissements aient diminué dans le secteur de la fabrication des produits métalliques en 1985, ils ont progressé de 74% dans le cas de la machinerie. L'emploi progressera de 2 000 dans le secteur de la machinerie d'ici la fin de 1987, alors que le domaine de la fabrication de produits en métal verra son niveau d'emploi s'accroître de 2 700 au cours de cette période. Au coeur de la révolution technologique, le secteur de la fabrication des produits électriques enregistrera une progression de son nombre d'emplois de 5,1% en 1986 et 4,6% en 1987. Le développement de nouveaux produits et l'agrandissement de l'usine I.B.M. à Bromont, entre autres, favoriseront la création d'emplois.

Cependant, tout ne tourne pas rond dans l'industrie de l'équipement de transport. En 1986, malgré une bonne performance dans le secteur de l'aéronautique (investissements prévus chez Rolls-Royce et obtention de nouveaux contrats chez Canadair et Pratt & Whitney) et dans celui de l'automobile, la croissance de l'emploi sera freinée par des difficultés dans les chantiers navals où on anticipe plusieurs centaines de mises à pied temporaires dans la région de Québec.

En 1987, l'industrie de l'automobile augmentera son activité avec les investissements réalisés chez Hyundai, rivalisant ainsi avec les

chantiers navals qui reprendront graduellement leur vitesse de croisière alors qu'ils bénéficieront d'importants contrats de fabrication pour le ministère de la Défense nationale. Il n'en reste pas moins que l'avenir de l'usine de la G.M. sera déterminant pour ce secteur.

Devant la faiblesse de la demande internationale de certains métaux (en particulier le fer et le cuivre) ainsi que de celle d'amiante et face à la vive concurrence que se livrent les pays producteurs de métaux, on doit s'attendre à des difficultés additionnelles pour le secteur minier. En 1986, de nouvelles pertes d'emplois sont prévues, la plupart des régions étant affectées par la mauvaise conjoncture dans ce secteur et la nécessité de contrer la baisse de la productivité du travail observée depuis quelques années au Québec. Cependant, la situation de l'emploi se stabilisera en 1987. Du côté de la première transformation des métaux, l'emploi devrait demeurer plutôt stable dans les entreprises de sidérurgie, alors que pour les alumineries il faudra d'abord compter sur la mise en service de l'aluminerie de Bécancour pour générer de nouveaux emplois. Des augmentations de l'emploi de 1,9% et de 0,8% sont prévues pour 1986 et 1987 respectivement. L'industrie des produits minéraux non métalliques, dominée par la production de matériaux de construction, verra son niveau d'emploi progresser au rythme de 1,3% en 1986, avant de se stabiliser en 1987.

Une croissance de l'emploi est à prévoir dans l'industrie du caoutchouc et du plastique grâce aux produits d'emballage et aux pièces d'automobiles de plastique. Des projets majeurs sont en voie de réalisation, notamment dans l'Estrie (Produits Cellulaires Waterville) et dans l'Outaouais (Industries Buckingham). L'industrie chimique verra sa croissance limitée par les déboires du secteur de la pétrochimie montréalaise. La composante pharmaceutique devrait, par contre, générer de nouveaux emplois dans la grande région de Montréal, de sorte que globalement l'emploi augmentera de 500 au cours de chacune des deux années de la prévision. Par ailleurs, la fermeture de la raffinerie Gulf en janvier et la baisse à long terme de la demande de produits pétroliers

entraîneront la perte de 600 emplois en 1986 dans la grande région de Montréal.

Le secteur de la forêt, tout comme ceux du bois et du papier, auxquels il est intimement lié, a connu une année difficile en 1985; la quantité de bois coupé a traversé le plancher atteint pendant la dernière récession (5,2 millions de mètres cubes contre 5,8 millions, selon le ministère de l'Energie et des Ressources). Les deux prochaines années verront la situation s'améliorer, suite à la reprise dans les secteurs du bois et du papier et à la poursuite du programme de reboisement. Aussi, l'emploi du secteur forestier progressera de 8% (1 500) en 1986, avant de ralentir à 1,5% (300) en 1987.

Soumise à une dure concurrence sur le marché américain, l'industrie du bois a subi un ralentissement de la croissance de ses exportations en 1985. La performance du secteur de la construction, tant aux Etats-Unis qu'au Canada, amènera cette année une légère augmentation de la production de bois de sciage, tandis que l'activité du côté du bois d'oeuvre demeurera stable. En somme, après une variation nulle en 1986, l'emploi du secteur du bois augmentera de 3,1% (900) en 1987.

Malgré une très bonne année 1985, due à l'augmentation importante des exportations depuis deux ans, l'emploi du secteur du meuble semble avoir atteint un plafond. Ainsi, on assistera à deux légères diminutions du niveau d'emploi: 1,6% (400) en 1986 et 1,2% (300) en 1987.

Poursuivant un cycle qui lui est propre, l'industrie papetière a connu en 1983 et en 1985 ses pires années depuis 1977; en effet, l'année 1985 a vu un fort ralentissement des exportations (+3,1% en valeur, pour les neuf premiers mois de 1985, contre +21,7% pour la même période de 1984). La modernisation récente de ce secteur d'activité, nécessaire pour affronter la concurrence internationale, a amené une augmentation de la productivité, ce qui ralentit la croissance de l'emploi. La présence de quelques projets d'investissements permet cependant d'espérer une

légère reprise de l'emploi en 1986 (1,4% ou 600 emplois) et en 1987 (1,2% ou 500 emplois).

Le secteur de l'imprimerie et de l'édition traverse une période difficile depuis quelques années: l'emploi y stagne en raison d'une phase de modernisation des équipements et de concentration des entreprises et, en ce qui concerne le sous-secteur de l'édition, de la vive concurrence des media électroniques. Après une fort mauvaise année 1985, cette industrie continuera de perdre des emplois (700 ou 2,3%) en 1986, puis conservera le même niveau en 1987.

L'emploi dans le secteur des services aux entreprises est en période de forte croissance motivée par l'obtention d'importants contrats par des firmes d'ingénieurs-conseils telles Lavalin et S.N.C. et par l'expansion des services de consultants en informatique. Des augmentations de 4 400 emplois (3,8%) et de 2 700 emplois (2,2%) sont prévues pour les deux prochaines années.

Les conditions favorables à l'augmentation du crédit à la consommation (reprise de l'emploi, stabilité des taux d'intérêt et maîtrise de l'inflation) favoriseront le secteur des finances, assurances et affaires immobilières. Malgré une automation accrue des opérations des institutions financières, cela permettra une légère croissance de l'emploi. D'autre part, le marché immobilier résidentiel a repris de la vigueur en 1985 et tout indique que cette tendance se poursuivra en 1986. D'une façon générale, après avoir connu une croissance en 1985, l'emploi progressera de 5,2% en 1986 et de 1,6% en 1987.

On doit reconnaître que le ressac anticipé dans l'industrie de la construction ne s'est pas produit en 1985. L'emploi a progressé de 3,3% et les heures travaillées de 15%. Dans le secteur de la construction résidentielle on a dénombré 48 000 mises en chantier, ce qui représente 15% d'augmentation par rapport à 1984. Pour 1986, l'Office de la construction du Québec (O.C.Q.) estime que le niveau des mises en chantier baissera à cause des risques de surproduction d'habitations multifami-

liales et de l'incertitude quant à l'évolution des taux d'intérêt au début de l'année. Par contre, la construction non résidentielle connaîtra une activité intense et il en ira de même dans le domaine des travaux de génie grâce en particulier au programme gouvernemental d'assainissement des eaux. Globalement, l'O.C.Q. entrevoit une légère hausse des heures travaillées (0,5%) alors que nous estimons que l'emploi progressera de 0,9% (1 100). En 1987, la croissance du nombre de travailleurs sera semblable à celle de 1986 (1,0% ou 1 300).

Le secteur des transports, communications et autres services publics connaîtra un rythme de croissance de l'emploi semblable à celui de l'ensemble de l'économie. Le sous-secteur des communications en sera la principale source, grâce à l'implantation d'une nouvelle chaîne de télévision et au développement de nouveaux systèmes de communications, dont la téléphonie cellulaire. La déréglementation prévue dans l'industrie du transport pourra, à très court terme, avoir des effets positifs sur l'emploi, les entreprises existantes n'ayant plus l'exclusivité de la desserte de certaines localités. A plus long terme, on assistera possiblement à une phase d'épuration et de concentration des activités. Par ailleurs, de par leur nature, les investissements dans le secteur de l'énergie et des autres services publics n'entraîneront qu'une faible création d'emplois. Dans l'ensemble du secteur, le niveau d'emploi progressera de 3,0% (6 700) en 1986 et de 2,6% (6 000) en 1987.

En 1985, l'emploi dans le secteur de l'enseignement a augmenté de 10 000 (5,3%). Les facteurs qui ont motivé cette croissance se manifesteront aussi en 1986 et en 1987, mais la progression de l'emploi sera moins rapide (2,0% et 2,6% respectivement). Malgré une certaine diminution des effectifs dans le réseau régulier primaire et secondaire au cours des dernières années, il faut tenir compte de l'augmentation du nombre d'écoles techniques privées, de l'expansion de l'enseignement aux adultes et de la croissance du nombre de postes à temps partiel.

Cette dernière caractéristique est également un facteur important de l'accroissement de plus de 8% du nombre de personnes occupées en 1985

dans le secteur des services médicaux et sociaux. Ajoutons à cela que l'implantation prévue de nouveaux C.L.S.C. dans plusieurs régions et l'annonce d'un plan de désengorgement des salles d'urgence des hôpitaux de la région montréalaise maintiendront la poursuite de la croissance de l'emploi de ce secteur au rythme de 3,8% en 1986 et de 2,5% en 1987.

Les secteurs du commerce, des services personnels, des divertissements et loisirs et de l'hébergement et de la restauration sont liés à l'évolution générale de la conjoncture économique et à la croissance du revenu personnel disponible. L'imposition de nouvelles taxes à la consommation et les modifications apportées à l'impôt sur le revenu ralentiront donc le rythme de croissance de ces secteurs. Dans le cas du commerce, l'augmentation de l'emploi se fera au même rythme que dans l'ensemble des secteurs, alors que les trois autres groupes progresseront plus rapidement. Le secteur des divertissements et loisirs, qui a connu une croissance annuelle de 6% de l'emploi en moyenne depuis 1975, croîtra au rythme de 4% en 1986 et de 4,5% en 1987. L'emploi dans les services personnels, après s'être accru de plus de 10% en 1985, augmentera de 5,1% en 1986 et de 4% en 1987, alors que le secteur de l'hébergement et de la restauration verra son niveau d'emploi s'apprécier de 2,6% (4 900) au cours de la première année et de 3,8% (5 900) en 1987.

Les différentes administrations publiques seront marquées, au cours des prochaines années, par une diminution de leurs effectifs. Aux niveaux fédéral et provincial, les intentions sont claires et certaines mesures (abolition définitive de postes vacants) ont déjà pris effet. Dans le domaine municipal, l'endettement croissant des administrations locales entraîne, sinon une diminution du personnel, du moins un recours grandissant à la sous-traitance pour diminuer les coûts de main-d'oeuvre. Des baisses de 3 000 (1,5%) et de 1 100 (0,6%) sont envisagées pour 1986 et 1987 respectivement.

PREVISIONS DU MARCHE DU TRAVAIL REGIONAL

En 1986, l'emploi s'accroîtra dans la plupart des régions du Québec, à l'exception de l'Outaouais et de l'Abitibi-Témiscamingue qui connaîtront des baisses respectives de 1,1% et de 0,4%. La progression sera supérieure à la moyenne québécoise dans la grande région de Montréal, dans le Saguenay - Lac-St-Jean et dans la région Côte-Nord - Nouveau-Québec. En 1987, seule l'Abitibi-Témiscamingue enregistrera une diminution de l'emploi, tandis que la Montérégie affichera la plus forte création d'emplois (3,1%).

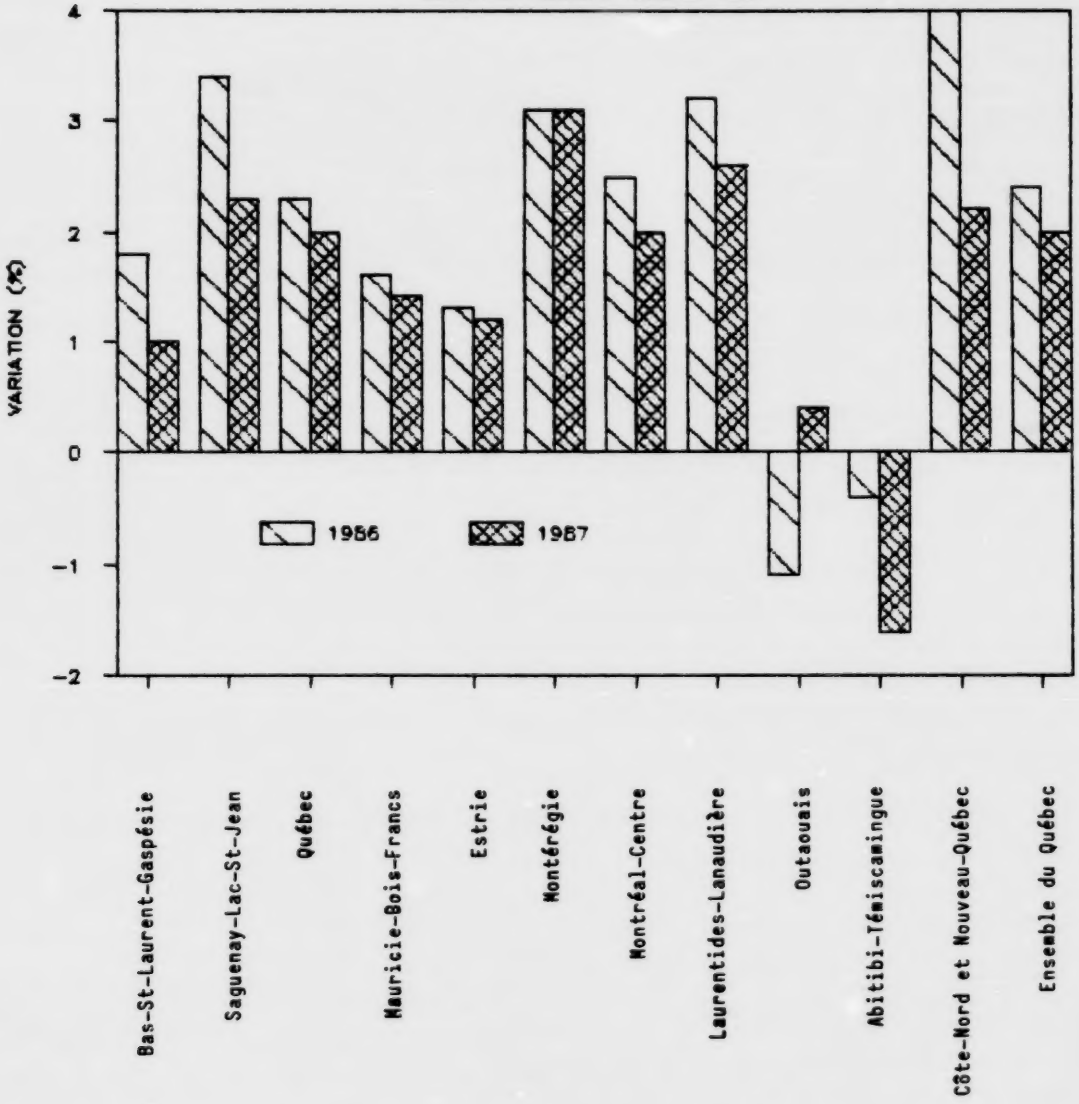
La situation régionale de l'emploi affectera à des degrés divers la participation de la population au marché du travail. Alors que la population active fléchira dans l'Outaouais en 1986 et dans l'Abitibi-Témiscamingue en 1987, toutes les autres régions afficheront en 1986 une progression de leur nombre de personnes actives. Cette évolution sera toutefois inégale d'une région à l'autre. Ainsi, la hausse de la population active atteindra à peine 0,7% dans le Bas-St-Laurent - Gaspésie alors qu'elle gravitera autour de 2% dans plusieurs autres régions.

Certaines régions devront affronter une hausse de leur taux de chômage au cours des deux prochaines années, particulièrement la Mauricie - Bois-Francs et la région de Québec, en raison de l'augmentation substantielle de la population active sur leur territoire. Par ailleurs, la création d'emplois ayant progressé moins rapidement que le nombre de personnes actives, l'Estrie connaîtra un faible accroissement de son taux de chômage en 1986. D'autre part, la situation du chômage dans l'Outaouais s'améliorera en 1987 après s'être détériorée en 1986, en raison d'une importante perte d'emplois.

GRAPHIQUE 3

VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI, EN %

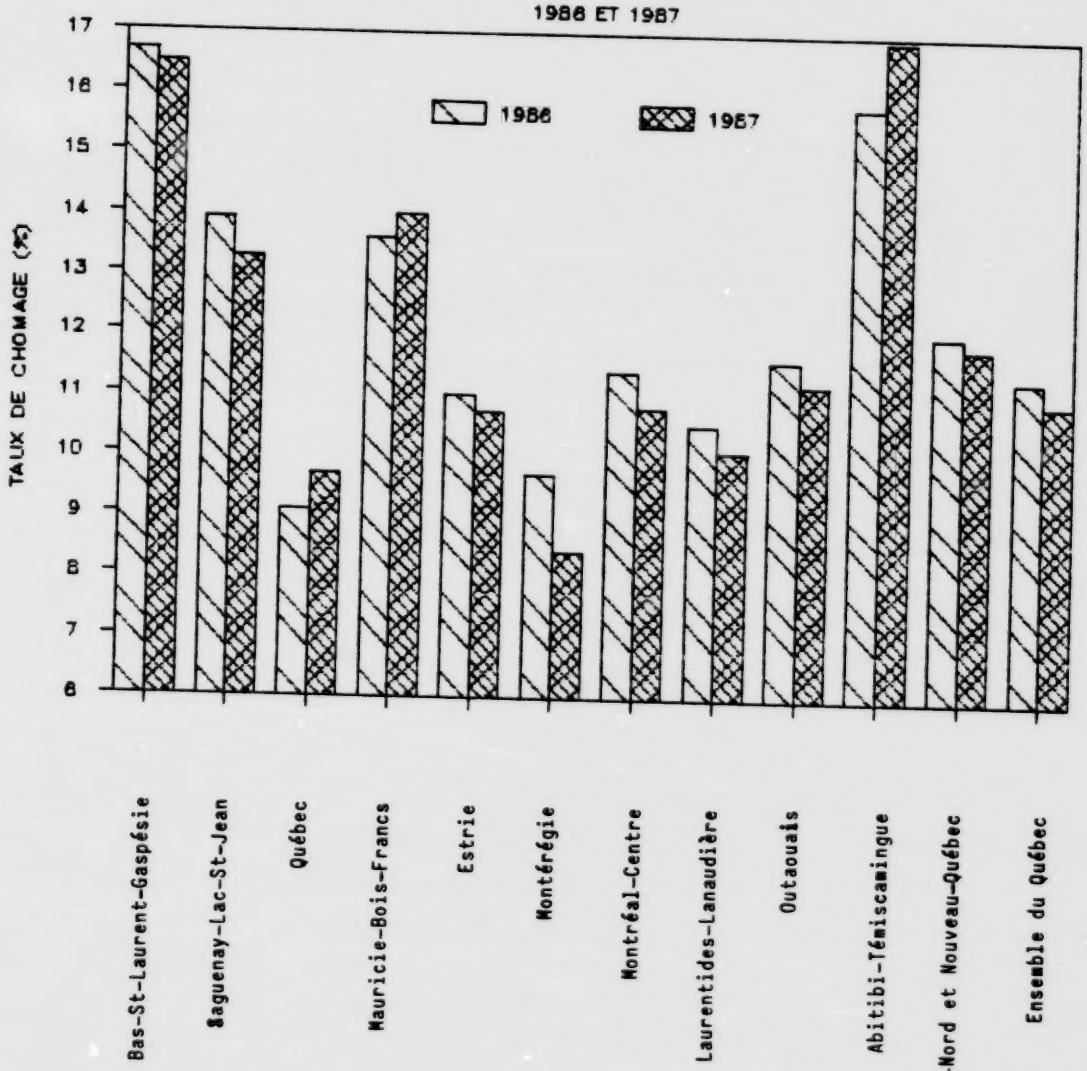
SELON LA REGION, 1986 ET 1987



GRAPHIQUE 4

TAUX DE CHOMAGE SELON LA REGION

1986 ET 1987



BAS-ST-LAURENT - GASPESIE

Après avoir obtenu le taux de croissance de l'emploi le plus élevé au Québec depuis 1983, la région du Bas-St-Laurent - Gaspésie se contentera d'un taux inférieur à la moyenne provinciale en 1986 et en 1987, soit 1,8% (2 100) et 1,0% (1 200) respectivement.

Ce contexte de croissance modérée se reflétera également sur le comportement du taux d'activité. En augmentant de 2,3 points de pourcentage en 1985, le taux d'activité a atteint un niveau record (55,1%). Le manque de dynamisme du marché de l'emploi en 1986 et en 1987 aura pour effet de ralentir la participation au marché du travail, ce qui ramènera le taux d'activité à 54,9%.

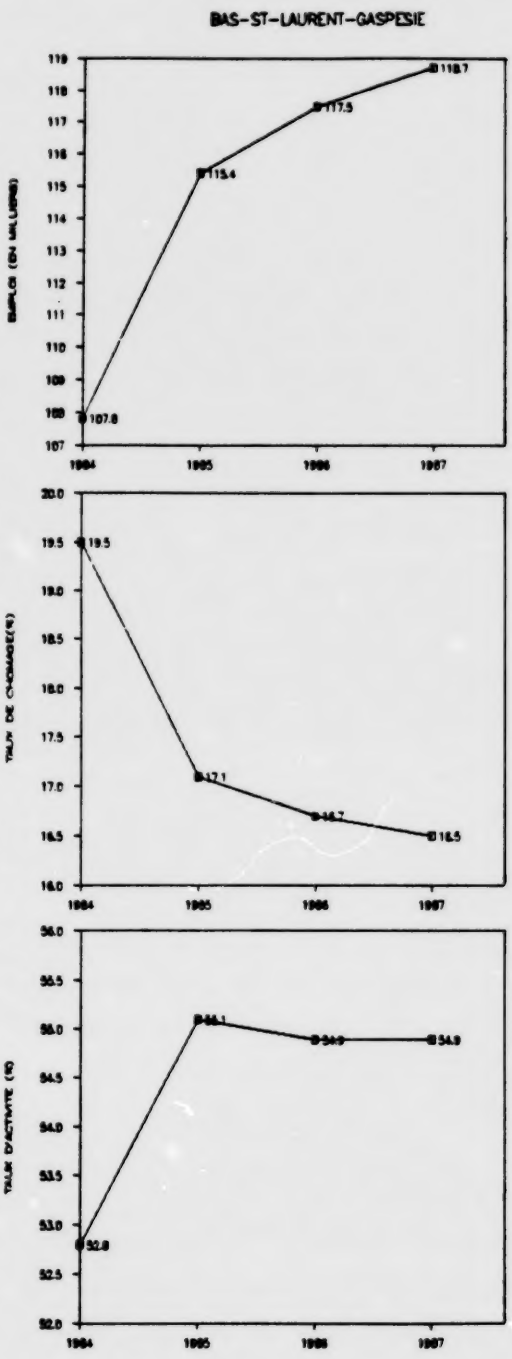
Le nombre de chômeurs diminuera quelque peu et le taux de chômage qui en résultera sera de un point de pourcentage inférieur à celui de 1985, soit 16,5% en 1987, après avoir été de 16,7% en 1986. Néanmoins, la région affichera l'une des moins bonnes performances au Québec. Son taux de chômage se maintiendra parmi les plus élevés et son taux d'activité parmi les plus faibles.

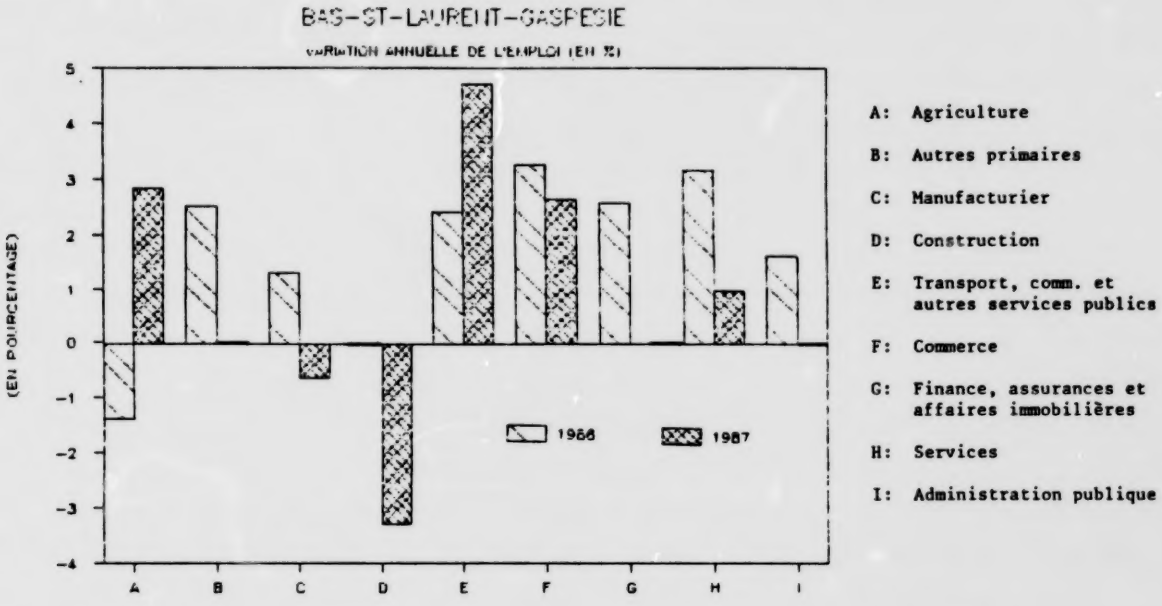
Les secteurs d'activité

L'essentiel de la création d'emplois se concentrera dans le secteur tertiaire, avec son contingent d'emplois temporaires et à temps partiel. Le secteur primaire progressera légèrement tandis que le manufacturier demeurera relativement stable. Enfin, il y aura un repli dans le domaine de la construction.

Dans le secteur primaire, le niveau d'emploi s'accroîtra légèrement au cours des deux prochaines années. Dans l'agriculture, qui constitue l'activité la plus importante de ce secteur, l'emploi tend à se stabiliser étant donné que la production laitière est pratiquement saturée.

Même si l'on constate une certaine progression du nombre de pêcheurs, à cause du retour des travailleurs licenciés suite aux fermetures dans les secteurs forestier et minier, l'emploi du secteur de la pêche progresse peu. En effet, plusieurs mesures préconisées par les deux gouvernements depuis deux ans, telles que le renouvellement de la flotte de pêche, la rationalisation des captures par l'établissement de quotas, la modernisation des usines, la mise sur pied d'un consortium gaspésien et le plan de relance du fédéral, sont autant d'efforts qui visent d'abord à stabiliser le secteur. Ces mesures représentent un effort de quelque 91,3 millions de dollars sur le plan du développement régional, dont 44 millions pour le Centre de recherche Maurice-Lamontagne. Certaines expériences en cours, notamment l'élevage du saumon dans la Baie de Gaspé et l'étude du potentiel commercial des oursins et des algues de la Gaspésie, pourraient moderniser et diversifier le secteur sans toutefois modifier l'emploi de façon importante.





L'industrie forestière connaîtra une légère augmentation de son emploi en 1986 suite à l'ouverture d'usines de sciage et à l'impact de la relance d'I.T.T. Rayonnier sur la Côte-Nord. En 1987, la baisse de la construction, la forte concurrence des producteurs extérieurs et la substitution des copeaux au bois en longueur dans les usines de pâtes et papiers auront un impact négatif sur l'emploi du secteur forestier. Toutefois, l'implantation d'une papeterie à Matane et l'addition d'une troisième machine à papier chez F.F. Soucy à Rivière-du-Loup pourraient amener un accroissement des effectifs forestiers dans la région au cours des prochaines années.

Dans l'industrie minière, l'ouverture d'une mine de silice en Gaspésie, l'amorce de l'exploitation d'un gisement de pétrole dans la péninsule gaspésienne par la Société d'exploration minière gaspésienne et l'activité dans les tourbières maintiendront le niveau d'emploi. La situation difficile de Mine Seleine aux Iles-de-la-Madeleine et l'annonce de la mise en vente de ses installations représentent des facteurs d'incertitude pouvant affecter l'emploi de ce secteur.

Le secteur secondaire affichera une performance modeste avec un accroissement de 200 emplois en 1986 et une baisse de 100 en 1987. Dans le secteur des aliments et boissons, et plus précisément dans le domaine de la transformation du poisson, mentionnons le projet de l'usine de St-Maurice, qui permettra l'addition de 100 emplois et l'acquisition récente par Purdel des Pêcheries Cartier qui s'inscrit dans le processus de rationalisation et de consolidation de cette activité. De plus, le secteur des produits électroniques verra son emploi doubler grâce à l'implantation à Matane de la compagnie Nardeux.

Dans la plupart des autres activités manufacturières, l'emploi se maintiendra. Malgré la présence de travaux de voirie en Gaspésie, de la réfection portuaire et du programme d'assainissement des eaux, le secteur de la construction stagnera en 1986 pour ensuite diminuer en 1987; cela est dû à l'absence de grands chantiers, à la cessation des programmes d'aide gouvernementaux et à l'augmentation de la taxe sur les matériaux de construction. Le ralentissement dans cette industrie affectera négativement l'emploi dans le secteur du bois.

La croissance du secteur tertiaire se poursuivra en 1986 et en 1987. Ainsi, le secteur des transports, communications et autres services publics connaîtra une forte activité, grâce surtout à l'installation d'une éolienne à Cap-Chat (35 M$) et du câble sous-marin entre Chandler et les Iles-de-la-Madeleine (150 M$) réalisée par Hydro-Québec, et aux investissements de Québec-Téléphone qui se chiffrent à près de 30 millions de dollars. Les secteurs du commerce et des services personnels profiteront de l'augmentation du revenu disponible suite à l'accroissement récent de l'emploi régional. Mentionnons, entre autres, l'ouverture d'un nouveau centre commercial à Trois-Pistoles.

L'emploi dans les services médicaux et sociaux et dans l'enseignement continuera de progresser. L'essor de l'emploi dans les services médicaux et sociaux est rendu possible par les efforts pour doter les régions éloignées des mêmes services qu'ont les régions urbaines, par l'augmentation des postes

à temps partiel et par le vieillissement de la population. Quant à l'enseignement, il connaîtra une certaine stabilité de l'emploi en 1986, puis une légère hausse, principalement due à l'expansion de l'éducation aux adultes.

Les projets favorisant l'activité touristique généreront également de nombreux emplois dans la région en 1986 et en 1987, principalement dans le secteur de l'hébergement et de la restauration. Mentionnons notamment la création d'un circuit patrimonial comprenant le Fort Ingall à Cabano, la Maison Lamontagne à Rimouski-Est, le Manoir Le Bouthillier à l'Anse-au-Griffon et le site historique du banc de Paspébiac. A cela s'ajouteront la réalisation du parc du Bic, la création du parc de conservation de l'Ile Bonaventure, l'avènement du centre national d'interprétation maritime de Pointe-au-Père, l'ouverture du parc Restigouche et d'un centre d'observation du saumon de l'Atlantique à Métis.

Enfin, du côté de l'administration publique, l'emploi demeurera stagnant, en raison des compressions budgétaires, et la volonté tant fédérale que provinciale de réduire les déficits budgétaires sont autant d'éléments de nature à réduire l'emploi de ce secteur.

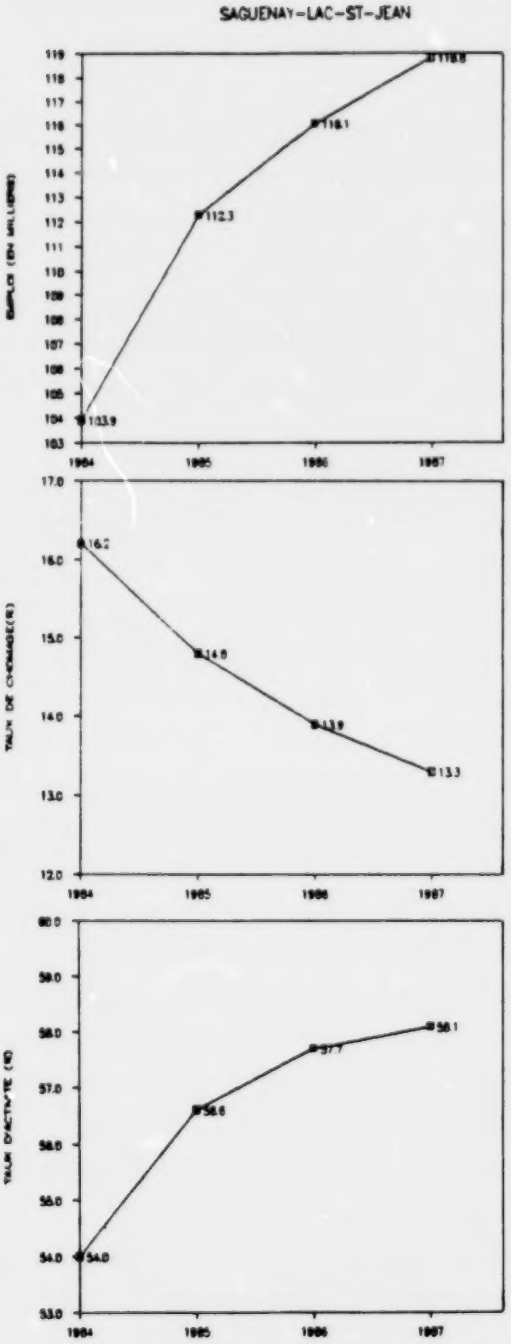
SAGUENAY - LAC-ST-JEAN

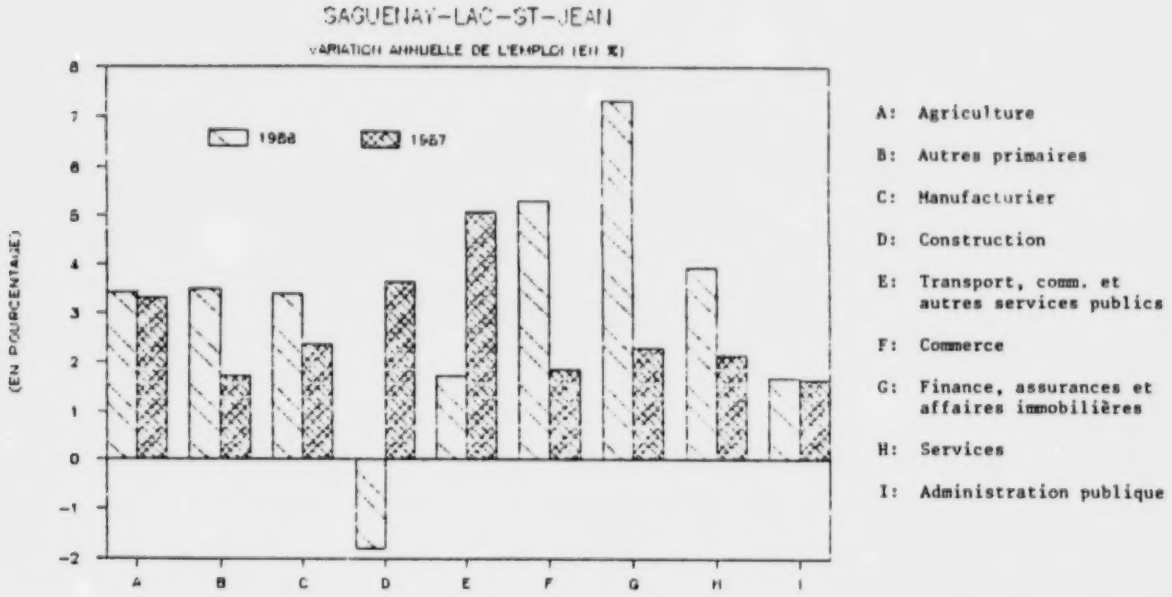
Au Saguenay - Lac-St-Jean, l'optimisme est de mise pour 1986. Plusieurs indices laissent présager une croissance soutenue de l'économie régionale au cours des deux prochaines années. Les conditions économiques générales sont bonnes et on anticipe qu'elles demeureront pratiquement inchangées pendant l'horizon de prévision: les taux d'intérêt seront en baisse, le taux de change sera propice aux exportations vers les Etats-Unis et l'inflation restera modérée.

Au niveau régional, ce climat favorable se traduit par un regain de dynamisme chez les entrepreneurs locaux: plusieurs projets de type "incubateur

d'entreprises" sont en voie de réalisation et on dénote une ferme volonté de stimuler la création d'emplois au sein des P.M.E. régionales afin de pallier l'inertie de la grande entreprise. On enregistre également un progrès marqué au chapitre des projets d'investissements dont le nombre a été plutôt restreint depuis la fin de la récession au Saguenay - Lac-St-Jean.

Cette expansion de l'économie régionale entraînera la création de nombreux emplois au cours des deux prochaines années. Pour 1986, on prévoit une augmentation de 3 800 emplois, soit un gain de 3,4%, et pour 1987, le rythme de progression de l'emploi ralentira légèrement pour s'établir à 2,3% ou 2 700 personnes occupées en plus. Cette performance régionale au chapitre de la création d'emplois sera supérieure à celle de l'ensemble du Québec, où les taux de croissance atteindront en moyenne 2,4% en 1986 et 2,0% en 1987.





Malgré l'importante hausse d'emploi prévue (plus de 6 000 en l'espace de deux ans), le taux de chômage au Saguenay - Lac-St-Jean demeurera élevé et se maintiendra à un niveau sensiblement supérieur à la moyenne provinciale, passant à 13,9% en 1986 et à 13,3% en 1987, comparativement à 11,3% et à 10,9% au Québec. Par contre, la population active poursuivra sa progression en raison de l'amélioration des conditions sur le marché du travail, ce qui fera grimper le taux d'activité à 57,7% en 1986 et à 58,1% en 1987.

Les secteurs d'activité

Pendant la période 1986-1987, tous les grands groupes d'activité économique connaîtront une progression de leur niveau d'emploi à l'exception de l'industrie de la construction qui subira une légère baisse en 1986, suivie d'une hausse d'activité l'année suivante.

Environ 75% de la croissance de l'emploi prévue proviendra des entreprises oeuvrant dans le tertiaire, principalement dans les secteurs du commerce, des

finances, assurances et affaires immobilières et des services de santé. Dans le commerce, comme dans l'ensemble de l'industrie des services, les dépenses des consommateurs continueront d'exercer un impact favorable. Déjà, plusieurs projets d'investissements ont été annoncés dont le plus important se situe à Chicoutimi, où le centre commercial "Place du Royaume" procédera à un agrandissement au coût de 8 millions de dollars qui générera environ 400 emplois additionnels. Dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, de nouvelles chaînes de restaurants spécialisés dans la restauration rapide s'établiront prochainement dans la région, entraînant la création de quelques centaines de postes. Au chapitre des services de santé, l'implantation de plusieurs C.L.S.C. et l'agrandissement probable de l'Hôpital de Dolbeau et du Centre d'accueil l'Oasis de Mistassini amèneront l'ajout de nombreux effectifs.

L'industrie primaire verra son niveau d'emploi augmenter de 500 pendant l'horizon de prévision en raison d'un regain dans le secteur de la forêt. On prévoit une reprise de l'activité après une année tranquille en 1985 et un important projet visant à établir une usine de panneaux gaufrés au Lac-St-Jean est en voie de réalisation. Ce dernier devrait générer de 400 à 500 emplois dont plusieurs dans l'exploitation forestière. Il y a aussi le programme de reboisement des forêts qui se poursuit. Par contre, du côté des mines, la situation de l'emploi sera relativement stable.

Chez les entreprises manufacturières, le nombre d'emplois sera en progression d'environ 1 200 au cours des deux prochaines années. Les P.M.E. seront principalement à l'origine de cette bonne performance car la situation sera plutôt stable dans la grande entreprise. Ce dynamisme accru des P.M.E. et des entrepreneurs locaux se confirme d'ailleurs par une augmentation du nombre de projets d'investissements par rapport aux années précédentes. Parmi les principaux, citons: S.O.C.R.E.N.T. (300 emplois créés d'ici 2 ans), Tanguay à

St-Prime (2 M$, 50 emplois), Grenon et Frères Ltée de la Baie (1 M$, 10 emplois), Tuvico à Laterrière (2 M$, 25 emplois), Scierie Saguenay (1 M$, 21 emplois) et l'usine de panneaux gaufrés à Chambord (40 M$, 400 à 500 emplois directs et indirects).

Finalement, en ce qui concerne l'industrie de la construction, elle devrait enregistrer un niveau d'activité élevé, malgré une légère baisse d'emploi en 1986, en raison de la présence de plusieurs chantiers d'importance moyenne (projets de modernisation dans les pâtes et papier, construction de 100 maisons unifamiliales à la base de Bagotville, Maison de la Justice, édifice administratif d'Hydro-Québec, assainissement des eaux, etc.) et du maintien de la construction résidentielle.

QUEBEC

Après avoir obtenu un taux d'augmentation de l'emploi supérieur à celui de la province en 1984 et inférieur en 1985, la région administrative de Québec[1] devrait connaître une croissance très semblable à celle de la province en 1987, c'est-à-dire 2,3% et 2,0% respectivement. C'est donc dire que la reprise se poursuivra au cours des deux prochaines années.

Cette performance permettra à la région de Québec de continuer à afficher l'un des plus bas taux de chômage de la province pendant l'horizon de prévision, ce qui incitera un plus grand nombre d'adultes à entrer sur le marché du travail. Cette situation se traduira par une hausse du taux d'activité, qui passera à 61,5% en 1986 et à 62,6% en 1987. Avec cette augmentation de la

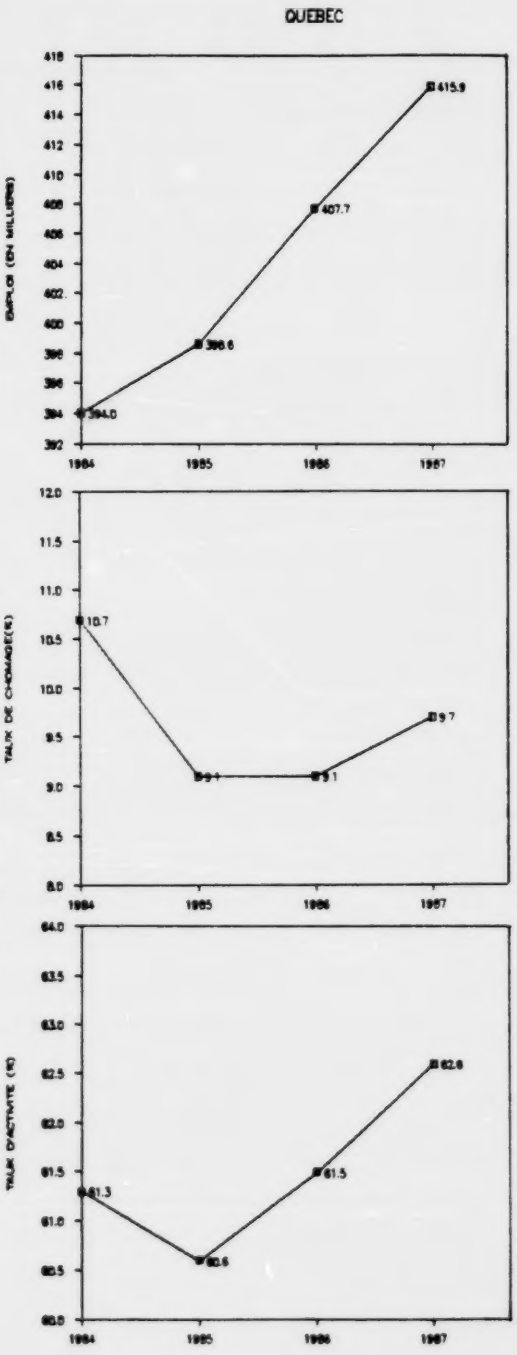
---

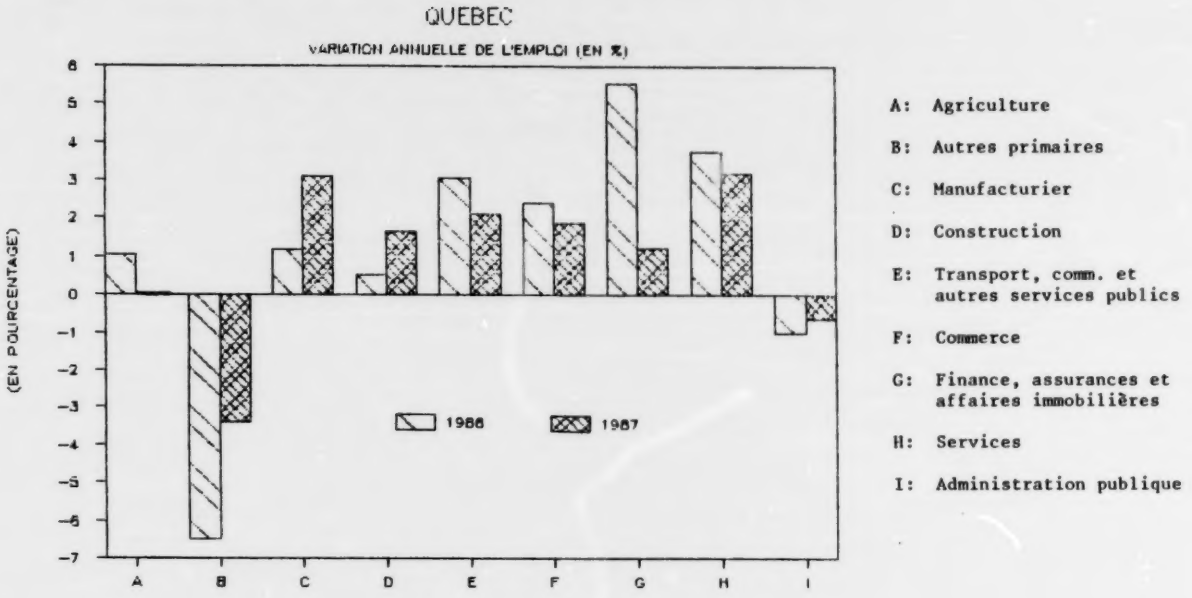
1. Inclut la M.R.C. de Kamouraska, mais exclut celles de Rivière-du-Loup et Témiscouata.

population active, le nombre de chômeurs s'accroîtra sensiblement pour atteindre 40 800 en 1986 et 44 700 en 1987. Par contre, le taux de chômage demeurera stable en 1986 (9,1%), avant d'augmenter de 0,6 point l'année suivante. Ces taux resteront néanmoins inférieurs à ceux du Québec pour cette période.

Les secteurs d'activité

En 1986, l'augmentation nette d'emplois sera presqu'uniquement dû au secteur tertiaire. Elle se concentrera principalement dans les services médicaux et sociaux, le commerce et les finances, assurances et affaires immobilières. En 1987, le secteur manufacturier assumera plus que sa part, grâce notamment à la reprise des activités dans le sous-secteur de l'équipement de transport. La croissance du secteur tertiaire se poursuivra également en 1987, plus particulièrement dans le domaine de l'hébergement et de la restauration.





Parmi les activités primaires, l'agriculture et la forêt connaîtront une hausse de l'emploi en 1986, pour ensuite se stabiliser en 1987, ce qui se rapproche de la tendance provinciale. La chute récente des effectifs dans la forêt, plus spécifiquement au niveau de la coupe, sera freinée par l'augmentation graduelle des activités de reboisement.

La restructuration de l'industrie de l'amiante et ses difficultés de mise en marché entraîneront de nouveau une baisse substantielle de l'emploi pendant l'horizon de prévision. En fait, l'année 1986 sera cruciale pour l'avenir de ce produit, suite aux menaces, de la part des Etats-Unis, d'en interdire l'utilisation.

Le secteur manufacturier connaîtra un taux de croissance de l'emploi similaire à celui de l'ensemble des secteurs. En 1986, les hausses les plus fortes sont attendues dans les aliments et boissons et dans l'habillement. A l'inverse, l'industrie de l'équipement de transport verra son niveau d'emploi diminuer drastiquement, au cours de cette année, suite à un ralentissement des activités chez Versatile Davie. L'obtention d'importants contrats permettra à cet employeur de procéder au réembauchage de ses travailleurs en 1987.

Des baisses d'effectifs sont prévues dans l'industrie du tabac, dont les problèmes sont accentués par les mesures fiscales. Il en sera de même dans le textile, en raison de la fermeture définitive de Dominion Textile à Montmorency, et dans l'imprimerie et l'édition, secteur qui connaît une modernisation très rapide de ses procédés de production.

Après avoir profité d'une activité forte et soutenue jusqu'à la fin de l'automne 1985, le niveau d'emploi dans le secteur de la construction se stabilisera en 1986, pour ensuite continuer sa croissance en 1987. Parmi les chantiers de construction importants, notons ceux de la Donohue à Clermont et du Musée de la civilisation à Québec.

La progression de l'emploi dans l'ensemble du secteur tertiaire sera significative en 1986 et en 1987, malgré les restrictions annoncées dans l'administration publique. Les hausses les plus fortes seront observées dans le secteur des divertissements et loisirs, dont la progression est reliée à celle du tourisme, et dans celui des services personnels, fortement influencé par la hausse du taux de participation au marché du travail. De nouveaux investissements ont été annoncés ou sont en cours dans le domaine récréo-touristique: parc récréatif à Charlesbourg, parc Montmorency, site des Sept-Chutes, parc rontenac, en plus des efforts de valorisation des installations de ski alpin.

MAURICIE - BOIS-FRANCS

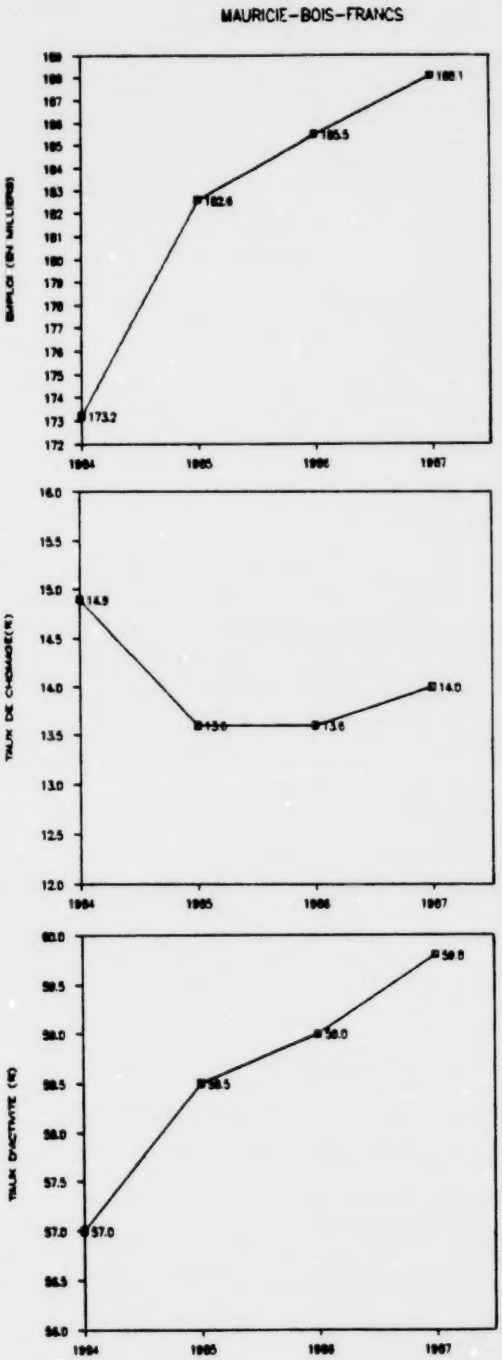
Au cours des deux prochaines années, l'évolution du marché du travail de la Mauricie-Bois-Francs sera caractérisée par une participation accrue de la population en âge de travailler. En effet, le taux d'activité atteindra 59,0% en 1986, puis 59,8% en 1987. Cela se traduira par l'addition en 1986 de 3 400 personnes, et en 1987 de 4 100 personnes à la population active régionale.

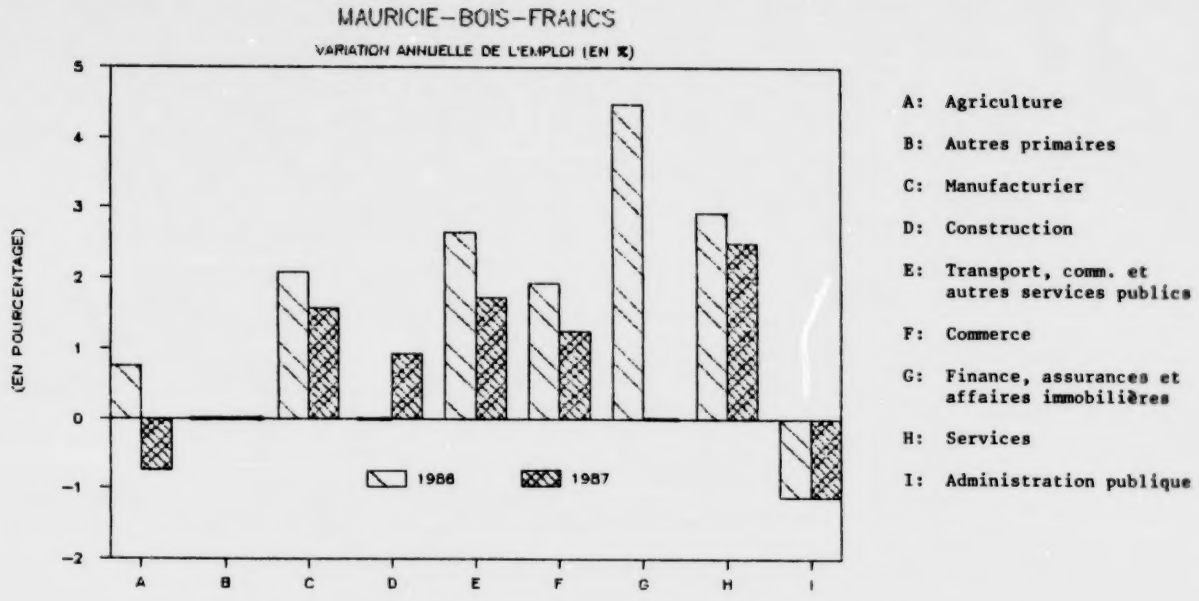
Au chapitre de l'emploi, on prévoit une croissance régulière qui se soldera par l'ajout de 2 900 postes en 1986 et de 2 600 en 1987, soit des taux de croissance respectifs de 1,6% et de 1,4%. Lors de la deuxième année de prévision, la population occupée de la région regroupera 188 100 personnes.

Néanmoins, en 1987, cette création d'emplois ne suffira pas à procurer du travail à tous les nouveaux arrivants dans la population active. Ainsi, après s'être stabilisé à 13,6% en 1986, soit au même niveau que l'année précédente, on prévoit pour 1987 une légère augmentation du taux de chômage régional de 0,4 point. A la fin de l'horizon de prévision, cela équivaudra à 30 700 chômeurs sur le marché du travail de la Mauricie - Bois-Francs.

Les secteurs d'activité

En termes d'emplois, la conjoncture s'annonce plutôt stagnante pour le secteur primaire d'ici 1987. Les effectifs agricoles demeureront pres-





que stables par rapport à 1985, alors que du côté de la forêt, l'emphase sera mise sur le reboisement, avec la création de quelques centaines d'emplois saisonniers, et ce dès 1986.

Le secteur manufacturier connaîtra un accroissement de ses effectifs en 1986 et en 1987, surtout dans les industries de biens durables. Ainsi, la mise en opération progressive de l'aluminerie de Bécancour procurera 700 emplois de plus au secteur de la première transformation des métaux. L'expansion de l'entreprise Duchesne et fils de Yamachiche et l'établissement à Drummondville d'une usine de fabrication de disques au laser qui embauchera plus de 100 personnes, de même que plusieurs projets d'investissements dans les P.M.E. permettront d'accroître l'emploi dans le secteur des produits métalliques. Le secteur de l'équipement de transport traversera de bons moments en 1987 si le projet d'agrandissement de la firme P. Thibeault de Pierreville se réalise.

Comme à l'échelle du Québec, l'industrie du meuble de la Mauricie - Bois-Francs écopera de difficultés en raison notamment de l'impact des nouvelles technologies sur l'emploi. De plus, il faut noter l'absence ou le nombre res-

treint d'entreprises ayant des produits exportables ou d'avenir comme le meuble de bureau.

Dans les industries de biens non durables, les effectifs n'augmenteront que très faiblement. Dans le secteur des aliments et boissons, la récupération des emplois perdus lors de la récession se poursuivra. L'avenir s'annonce incertain pour les entreprises du cuir (mises à pied chez Chaussures Hanna de Grand-Mère), du textile et même du vêtement (fermeture de Produits Taskall de St-Tite). L'industrie chimique pourra néanmoins bénéficier d'une addition de nouveaux emplois avec l'implantation des firmes Oxychem et Hydrogénal à Bécancour et d'un laboratoire de recherche en électrochimie à Shawinigan-Sud.

La conjoncture s'annonce bonne pour l'industrie de la construction, en ce sens qu'elle maintiendra en 1986 et en 1987 le niveau élevé d'emploi qui était le sien en 1985. La demande de logements restera forte et les projets non résidentiels seront nombreux: citons entre autres, l'établissement d'entreprises manufacturières, la rénovation dans le centre-ville de Trois-Rivières et l'assainissement des eaux.

Des 6 300 emplois qui seront créés en 1986 et 1987 dans la région, le secteur tertiaire en recueillera 4 600, soit 73% du total. Deux activités en profiteront plus que les autres, soit le commerce (mini-centre commercial à Trois-Rivières, projets dans le centre-ville trifluvien, ouverture d'un supermarché à Drummondville, etc.) et les services socio-culturels, commerciaux et personnels; parmi ces derniers, mentionnons les services médicaux et sociaux (avec les nombreux appels de recrutement de personnel infirmier, la mise en place de C.L.S.C., etc.), les services personnels et l'hébergement et restauration. Dans le secteur tertiaire, seule l'administration publique subira des pertes d'emplois.

ESTRIE

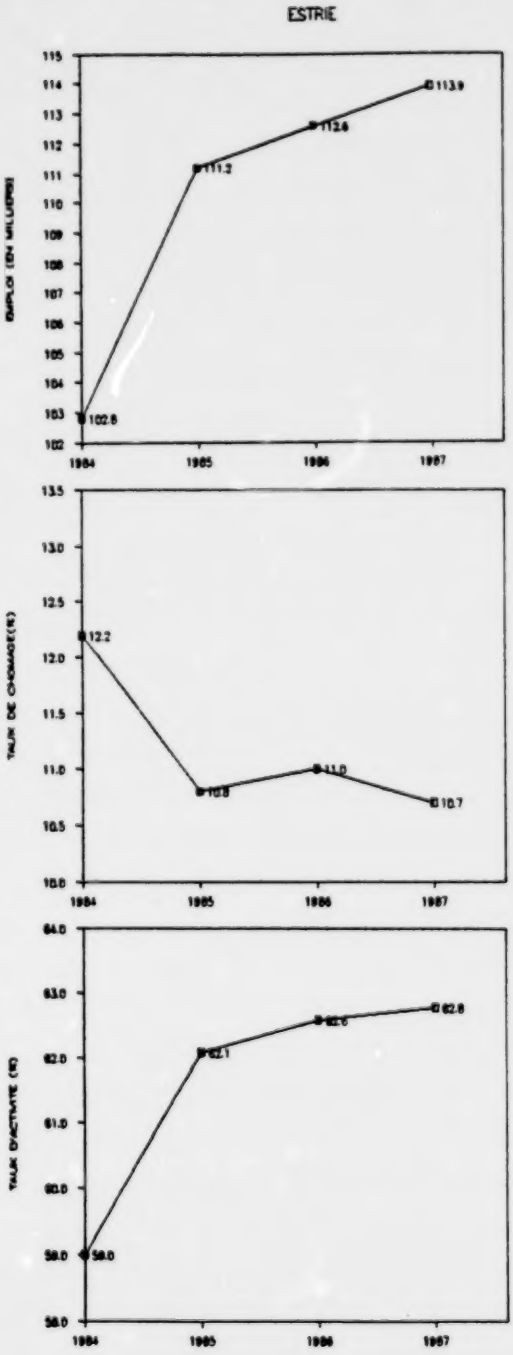
Le marché du travail estrien a connu une excellente année en 1985. Le niveau d'emploi moyen a été de 8,2% (8 400 postes) plus élevé qu'en

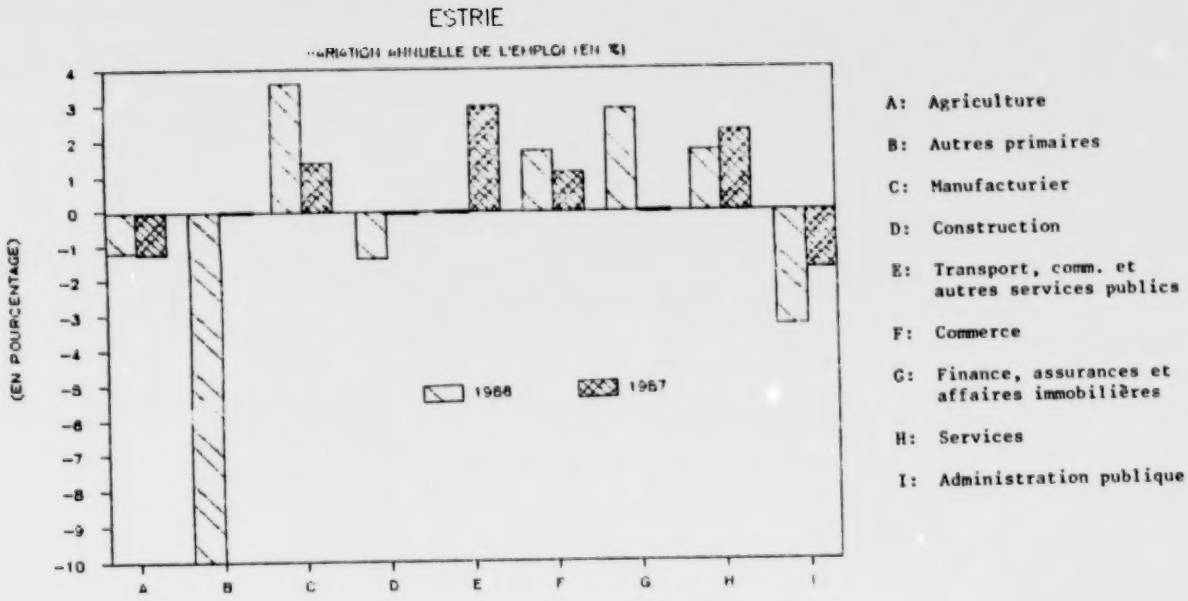
1984. Cependant, la croissance de l'emploi ralentira en 1986 et en 1987 avec des hausses respectives de 1,3% et de 1,2%.

La performance moyenne de l'emploi amènera tout de même une progression du taux d'activité qui atteindra 62,6% en 1986 et 62,8% en 1987. Toutefois, le marché ne sera pas en mesure d'intégrer complètement les nouveaux venus. Ainsi, le taux de chômage s'accroîtra légèrement, pour s'établir à 11% et à 10,7% au cours des deux prochaines années.

Les secteurs d'activité

Le secteur primaire, qui a connu un léger redressement en 1985 grâce à l'augmentation de l'emploi agricole, connaîtra des baisses d'effectifs de 2,9% en 1986 et de 1% en 1987. Ce fléchissement sera imputable à la baisse relative des recettes agricoles et surtout au recul important que subira le secteur minier, particulièrement dans l'industrie de l'amiante. En effet, l'emploi dans cette industrie diminuera de 15,4% en 1986 en raison de la baisse de la demande mondiale d'amiante.





Le secteur secondaire, qui fut le principal responsable de la très bonne performance du marché du travail régional en 1985 avec un gain annuel d'emplois de plus de 20%, affichera une progression plus modeste en 1986 et en 1987. Les gains les plus significatifs seront enregistrés au chapitre des biens durables, notamment dans le secteur du meuble, grâce à l'investissement chez Bestar, et dans la machinerie, avec l'expansion de la Société Combustion et de Rand. L'industrie des produits électriques bénéficiera pour sa part de l'implantation de C Mac et de l'expansion de Tie Communication. Par ailleurs, le secteur du textile connaîtra une hausse de l'emploi suite à l'ajout d'équipes de fin de semaine dans certains établissements.

Le secteur de la construction fera preuve d'un certain dynamisme en 1986 si l'on en croit l'O.C.Q., qui prévoit une hausse des heures travaillées. Différents projets d'investissements, tels ceux de Domtar, de Kruger et du Palais de Justice, contribueront à maintenir le niveau d'emploi du secteur à 7 000.

Après une croissance modérée de l'emploi d'environ 3% en 1985, un gain d'à peine 1% est prévu pour 1986 et de 2,3% pour 1987 dans le secteur tertiaire. En 1986, les hausses les plus importantes se situeront dans les secteurs des

finances, assurances et affaires immobilières, des services médicaux et sociaux et des services personnels. L'emploi du secteur commercial profitera de l'agrandissement des centres commerciaux (Carrefour de l'Estrie et Galeries Quatre-Saisons). En 1987, toutes les branches du secteur du tertiaire connaîtront une hausse d'emploi. Enfin, les restrictions budgétaires gouvernementales auront des effets négatifs sur l'emploi: dans l'administration publique les pertes atteindront 3,3% en 1986 et 1,7% en 1987.

MONTEREGIE

Tout comme en 1985, le marché du travail de la Montérégie continuera de s'améliorer pendant les années 1986 et 1987. L'emploi enregistrera même une croissance supérieure à celle prévue dans l'ensemble du Québec, ce qui se répercutera sur les autres indicateurs.

Ainsi, la population de 15 ans et plus et la population active seront en croissance, en raison notamment de la présence dans la région montérégienne de nombreux projets d'investissements dont certains fort importants (Hyundai et Pratt and Whitney, par exemple). Il en résultera une hausse de la population active de 21 000 personnes au cours de l'horizon de prévision, ce qui procurera à la région le plus haut taux d'activité au Québec, soit 66,7% en 1986 et 66,5% en 1987.

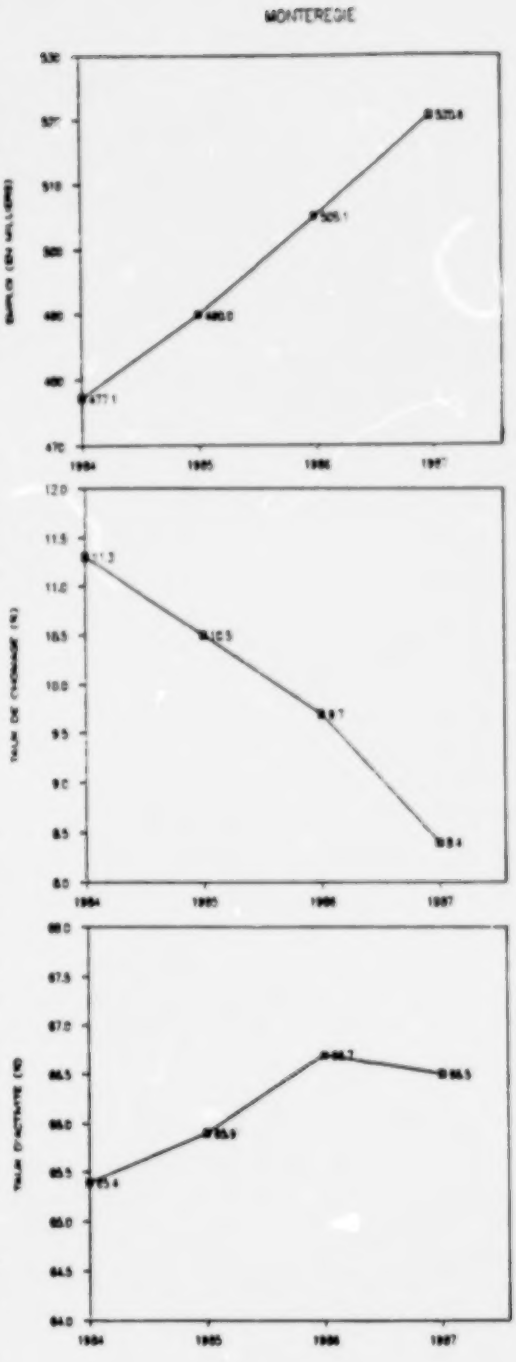
Au chapitre de l'évolution de l'emploi, on prévoit une augmentation du nombre de personnes occupées[1] d'environ 15 000 pour chacune des deux

---

1. Le concept de personnes occupées ou en emploi correspond au nombre d'individus qui habitent la région et qui travaillent, peu importe le lieu. Compte tenu de l'interdépendance des marchés des trois régions de Montréal, la variation du nombre de personnes occupées dans une de ces régions peut refléter certaines variations des effectifs dans une des deux régions voisines ou dans les deux.

années, soit une hausse annuelle moyenne d'environ 3,0%, comparativement à l'ensemble du Québec où les variations annuelles atteindront 2,4% en 1986 et 2,0% en 1987.

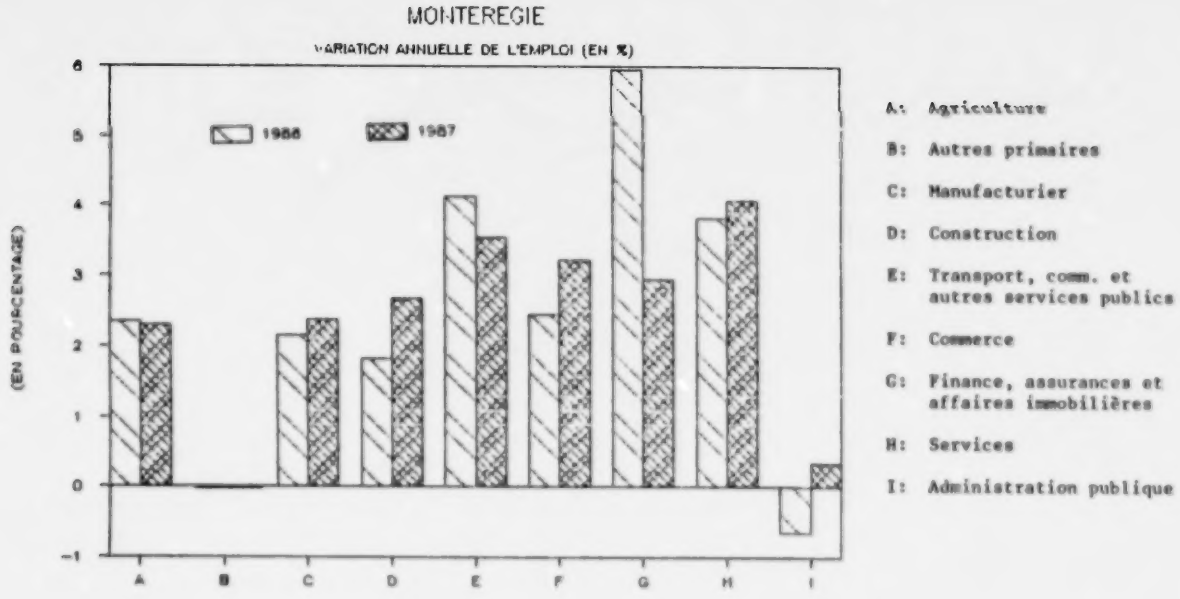
Comme l'accroissement de la population active sera inférieur à celui de l'emploi, on assistera à une baisse du taux de chômage, celui-ci passant de 10,5% en 1985 à 9,7% en 1986 et à 8,4% en 1987. Il s'agira de l'un des taux les plus bas de toutes les régions du Québec, seule celle de Québec faisant meilleure figure en 1986 avec un taux de 9,1%.



Les secteurs d'activité

Comme dans l'ensemble du Québec, c'est le secteur tertiaire qui sera le principal responsable de la croissance de l'emploi dans la Montérégie. En effet, même si ce secteur représente 69% de l'emploi dans la région, il accaparera au cours de l'horizon de prévision 77% (23 100) de la création d'emplois.

Ainsi, les secteurs des transports, communications et autres services publics, des finances,



assurances et affaires immobilières et certaines composantes des services connaîtront une hausse supérieure à la moyenne régionale. Toutefois, ces performances seront attribuables autant à la bonne conjoncture économique régionale qu'à celle qui prévaudra dans la région de Montréal-Centre.

Par contre, pour les autres composantes du tertiaire, la hausse d'emploi sera due tant à l'expansion des entreprises existantes qu'à la réalisation de nombreux projets d'investissements.

Ainsi en est-il du secteur du commerce où des investissements de 19 M$ sont prévus pour l'agrandissement du Mail Champlain à Brossard et de Place Désormeaux à Longueuil. En plus de ces projets, signalons aussi la construction de nombreux centres commerciaux de quartier dans plusieurs municipalités de la Montérégie. Celui du Carré Chambly à Longueuil ainsi que celui situé à St-Jean-sur-Richelieu en sont des exemples.

La croissance prévue de l'emploi dans le secteur de l'hébergement et de la restauration ainsi que dans celui des divertissements et loisirs s'explique, notamment, par l'addition de quelques centaines de chambres d'hôtel dans diffé-

rentes localité dans la région. De plus, citons l'expansion au coût de 80 M$ du Centre de ski de Bromont qui, d'ici 1990, pourra être fréquenté à longueur d'année.

Deuxième grand secteur en importance quant à l'emploi, après celui des services, le secteur manufacturier verra le nombre de ses effectifs augmenter de 2,2% en 1986 et de 2,4% en 1987, soit un rythme de progression légèrement inférieur à la moyenne régionale (3,0%).

Ainsi, en dépit de la fermeture de la Raffinerie de sucre du Québec, qui entraînera la mise à pied de près de 300 travailleurs tant en usine que chez les producteurs de betteraves à sucre, l'emploi dans les secteurs de l'agriculture et des aliments et boissons augmentera sensiblement au cours de l'horizon de prévision. La volonté d'augmenter le degré d'autosuffisance alimentaire expliquera, principalement, l'augmentation du nombre de personnes occupées dans la première région agricole du Québec.

Quatre autres secteurs manufacturiers importants dans la région connaîtront une hausse du nombre de travailleurs au cours des deux prochaines années. Dans un premier temps, citons l'industrie des métaux primaires où de nombreux projets d'investissements de taille modeste (Termaco à St-Jean, Canvil à Granby et Infasco à Marieville) engendreront un ajout de plusieurs centaines d'emplois, et ce, malgré les mises à pied annoncées chez Sidbec-Dosco à Contrecoeur et à Longueuil (175 emplois touchés).

L'industrie de l'équipement de transport connaîtra une activité soutenue en 1986 et en 1987. En effet, malgré la situation précaire de la division des wagons de Marine Industrie de Sorel, des projets comme ceux annoncés chez Pratt & Whitney de Longueuil (575 M$) et chez Oerlikon Aerospace à St-Jean-sur Richelieu (30 M$), de même que l'implantation de la firme Hyundai à Bromont (300 M$), auront comme conséquence d'augmenter le niveau d'emploi au cours de la deuxième année de l'horizon de prévision.

Troisièmement, le secteur de l'industrie chimique démontrera également beaucoup de dynamisme. De nombreux projets d'investissements seront réalisés, notamment ceux de Pétromont (65 M$), de N.L. Chem (61 M$) et de Himont Canada (45 M$) à Varennes et ceux de Union Carbide (9 M$) et de Poudres métalliques du Québec (45 M$) à Tracy, qui contribueront à hausser le niveau des effectifs au cours des prochains mois.

Finalement, malgré les mises à pied annoncées chez Westinghouse à St-Jean-sur-Richelieu et chez Mitel à Bromont, l'emploi dans le secteur des produits électriques et électroniques augmentera, en raison notamment des projets déjà annoncés chez IBM à Bromont et chez R.C.A. à Vaudreuil qui totalisent près de 50 M$.

Avant de clore le secteur manufacturier, mentionnons la fermeture de deux usines de Dominion Textile, l'une à Valleyfield et l'autre à St-Jean-sur-Richelieu. Ces fermetures entraîneront en juin 1986, la perte de quelque 850 emplois pour les travailleurs du textile de la région.

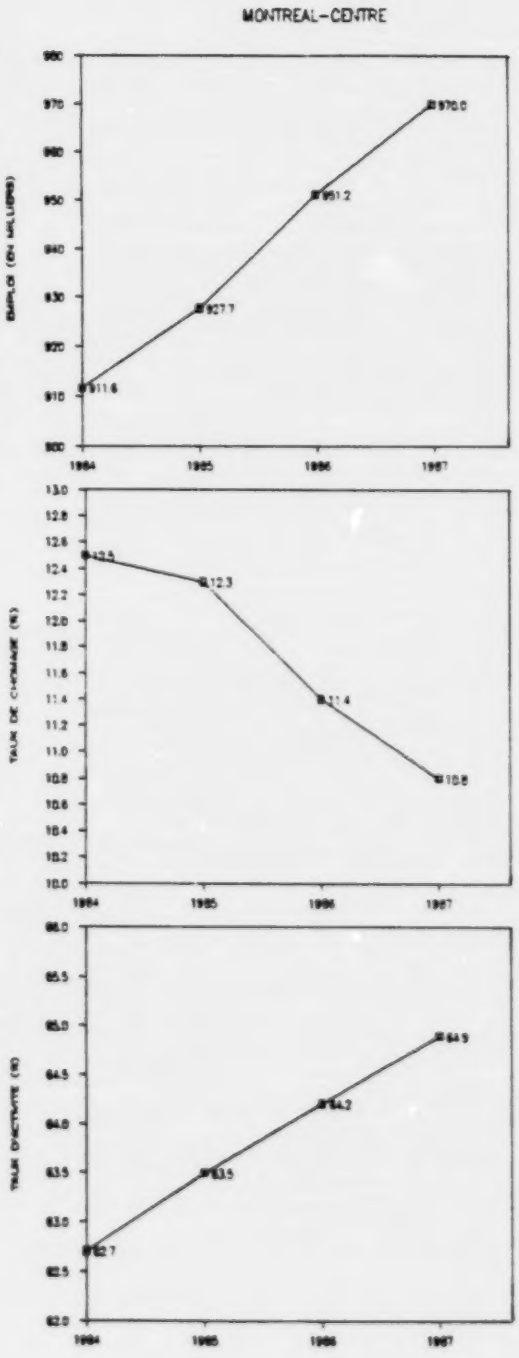
Enfin, l'activité dans l'industrie de la construction sera soutenue au cours des prochains mois malgré un léger ralentissement prévu dans le secteur domiciliaire. Le domaine non résidentiel, pour sa part, sera en hausse. Parmi les projets qui susciteront une activité accrue, rappelons, en plus des projets industriels mentionnés précédemment, la poursuite des travaux d'assainissement des eaux dans plusieurs municipalités de la région ainsi que le parachèvement de la construction du nouveau Palais de justice de Longueuil et de l'hôpital de Châteauguay.

MONTREAL-CENTRE

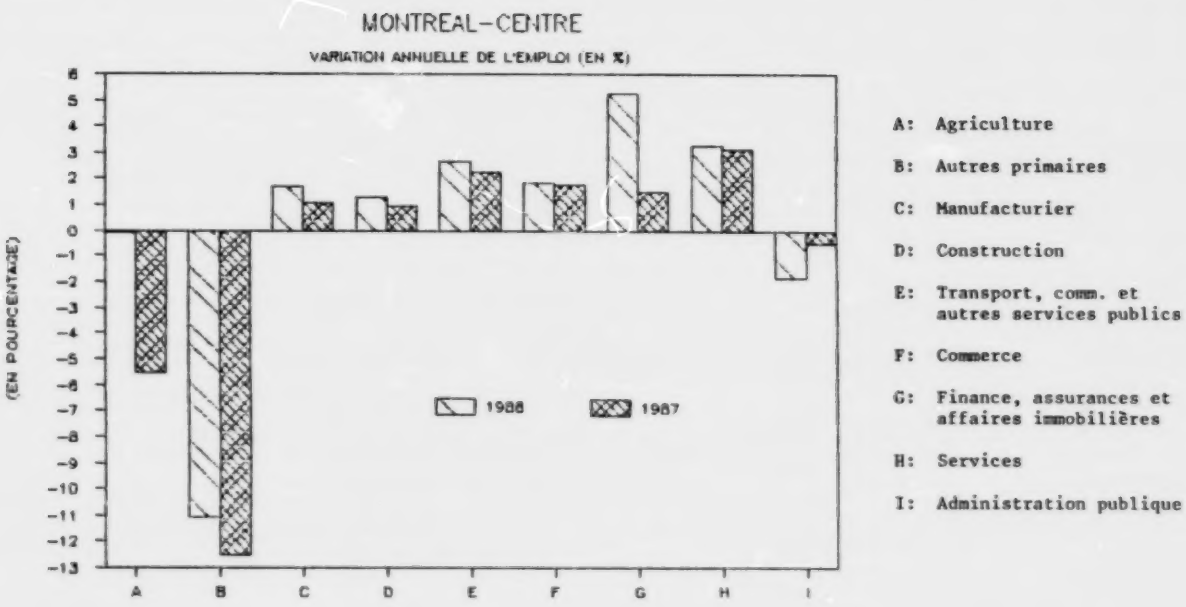
L'économie de la région de Montréal-Centre, étroitement liée à l'économie nord-américaine, continuera à faire preuve d'une croissance soutenue au cours des prochaines années. Les travailleurs en profiteront puisque l'emploi

progressera de 2,5% en 1986 et de 2,0% en 1987. Au cours de ces deux années, l'augmentation du nombre de personnes occupées au Québec s'établira respectivement à 2,4% et 2,0%. Il s'agit d'un net renversement de tendance par rapport à 1985, année durant laquelle l'avance de l'emploi dans la région avait été beaucoup moins accentuée que celle enregistrée dans l'ensemble du Québec (1,8% par rapport à 3,0%).

La population active de la région de Montréal-Centre continuera de s'accroître de façon régulière au cours des deux années de prévision. Cette augmentation se situera à 1,4% en 1986 et à 1,3% en 1987, après avoir connu une hausse de 1,6% en 1985. Le taux d'activité de la



1. Rappelons que toute variation du nombre de personnes occupées de la région peut refléter l'évolution économique des régions voisines à cause de la grande mobilité de la main-d'oeuvre de la région métropolitaine.



région s'appréciera d'environ 0,7 point de pourcentage entre 1985 et 1987, pour se situer à 64,9% à la fin de la période de prévision.

L'évolution positive du nombre de personnes occupées, conjuguée à une avance moins accentuée de la population active, permettra une réduction appréciable du nombre de chômeurs au cours des deux années de prévision; le taux de chômage, estimé à 12,3% en 1985, passera respectivement à 11,4% et à 10,8% en 1986 et en 1987. Il s'agit d'une diminution de 1,5 point de pourcentage, qui supplante largement le recul prévu du taux de chômage de l'ensemble du Québec au cours de la même période (0,9 point de pourcentage).

Les secteurs d'activité

La majeure partie des nouveaux emplois de la région sera concentrée dans le secteur tertiaire. Trois groupes d'activité économique se démarqueront plus particulièrement des autres: celui des finances, assurances et affaires immobilières, celui des services et celui des transports, communications et autres services publics. A l'inverse, l'administration publique sera le seul groupe du tertiaire à subir une diminution de ses effectifs. Il en sera de

même pour le secteur primaire, lequel ne représente cependant qu'une part marginale de l'emploi total de la région (0,3% de l'emploi régional en 1985).

Le secteur manufacturier, durement touché par la dernière récession, verra le nombre de ses emplois augmenter de 2,8% sur l'ensemble de la période de prévision. Cette progression sera nettement plus accentuée dans les industries des aliments et boissons, de la machinerie, des produits électriques et électroniques et des produits métalliques. D'autres secteurs d'activité économique connaîtront cependant de sérieuses difficultés, lesquelles entraîneront une diminution notable de l'emploi: les secteurs du pétrole, du tabac, des métaux primaires et du meuble font partie de cette catégorie.

La progression de l'emploi dans l'industrie des aliments et boissons proviendra principalement des projets d'expansion entrepris par certaines entreprises évoluant déjà dans ce secteur. Il faut mentionner à cet effet la construction d'une nouvelle boulangerie par la compagnie Georges Lanthier (5 M$, 60 emplois) et les travaux de modernisation des installations de la firme Aliments Lesters (3,6 M$, 50 emplois), deux projets qui seront complétés en 1986. De même, la compagnie Pepsi-Cola investira entre 26 et 30 millions de dollars d'ici 1987, afin de moderniser et d'agrandir certaines des installations servant à l'embouteillage de ses produits.

Certains secteurs considérés comme traditionnels, tels le meuble, le textile et le cuir, continueront à voir leurs effectifs s'effriter à cause de la faiblesse de leur capacité concurrentielle face aux produits étrangers. Des activités de modernisation se dérouleront néanmoins dans l'industrie du meuble, notamment au sein des entreprises Ilco Unican, Sunar Hauserman, Artopex et Produits Manhattan. L'industrie de l'habillement se comportera très différemment puisque l'on prévoit une hausse modérée de son emploi en 1986 et en 1987. A eux seuls, le projet Les Tours de la Mode Chabanel (40 M$) et le programme de modernisation mené par la firme Ballin (8,9 M$) seront responsables de la création de plusieurs centaines de postes.

Le nombre de travailleurs oeuvrant au sein des industries du bois sera à la hausse, suite à l'activité soutenue prévue dans la construction. Il en sera de même dans le secteur du papier, lequel bénéficiera de l'avantage concurrentiel conféré par la valeur de notre monnaie face au dollar américain. A l'opposé, une diminution des personnes occupées est à prévoir dans l'imprimerie, à cause de l'introduction de nouveaux équipements et de l'accentuation de la concentration des entreprises. De leur côté, les travailleurs de l'industrie du tabac feront face à des mises à pied, suite aux effets des hausses de taxes.

Le secteur des produits électriques et électroniques connaîtra une croissance soutenue de ses activités, et ce dans des domaines de haute technologie tels les télécommunications, la bureautique et la micro-informatique. Plusieurs projets d'investissements, déjà complétés ou en cours de réalisation, se traduiront par un grand nombre de nouveaux emplois. En premier lieu, il faut mentionner que Paramax, le plus important sous-contractant pour la construction des frégates canadiennes, devra recruter de nombreux spécialistes pour effectuer le développement et l'installation des systèmes électroniques devant équiper les frégates. De son coté, le fabricant de matériel de bureautique Systèmes d'informatique Philips entend assurer son expansion par un projet d'achat d'équipement de 28,8 millions de dollars et l'embauche de quelque 265 nouveaux travailleurs d'ici la fin de 1987. Plusieurs autres projets d'expansion ont également été mis en branle par les compagnies Matrox, Marconi Canada, C.A.E. Electronique, Société S.R. Télécom et Circo Craft, ce qui nécessitera plusieurs centaines de spécialistes en électronique.

L'emploi dans le domaine de l'équipement de transport évoluera de façon positive malgré certaines difficultés prévisibles dans le sous-secteur de la construction navale. En effet, la compagnie Versatile n'a qu'un seul contrat important pour le chantier Vickers, soit la remise en état du destroyer Saguenay. Dans le domaine ferroviaire, la compagnie M.L.W. Bombardier compte

mettre fin à la construction de locomotives de fret mais se propose de travailler à la remise à neuf de wagons. L'industrie aérospatiale sera en quelque sorte le fer de lance du secteur de l'équipement de transport durant la période de prévision. Ainsi, la firme Rolls-Royce remplacera certains des équipements qui servent à effectuer des tests sur les moteurs qu'elle répare ou remet à neuf (11 M$, 180 emplois). Le développement et la production de deux types d'engins de surveillance aérienne par Canadair représentera plus de 400 nouveaux emplois au cours des prochaines années, au moment où le carnet de commandes d'avions Challenger est déjà bien rempli. De plus, Canadair a de bonnes chances de se voir attribuer, conjointement avec C.A.E. Electronique, le contrat d'entretien des avions de combat F-18. La région de Montréal-Centre profitera également des activités liées à la mise au point chez Pratt & Whitney Canada de moteurs à réaction devant équiper les hélicoptères Bell. Finalement, Spar Aerospace mettra de l'avant un important programme de développement visant, entre autres, à trouver de nouvelles utilisations au bras téléguidé des navettes spatiales.

L'industrie des produits métalliques, après avoir été durement touchée par des mises à pied en 1985, générera plusieurs centaines de nouveaux emplois durant la période de prévision, grâce notamment aux projets d'agrandissement poursuivis par les entreprises Outils Coupants International, Cadres Columbia et Produits Cari-All. Le nombre de travailleurs dans le secteur de la machinerie sera également en nette progression, sous l'effet de l'accroissement des dépenses d'investissement en machinerie observé dans le secteur manufacturier en général. A elle seule, la Société Hymac investira 6,7 millions de dollars dans l'achat de nouveaux équipements, ce qui créera 120 nouveaux postes.

Par ailleurs, les industries de métaux primaires et des produits minéraux non métalliques seront en décroissance au chapitre de l'emploi. Celle des produits en matière plastique fera un peu mieux puisque le niveau de ses effectifs anticipé pour 1987 sera le même que celui de 1985. Une légère hausse est toutefois prévue en 1986, sous l'impulsion des projets d'expansion des firmes Scepter Manufacturing (10 M$, 70 emplois) et Polar Plastic Industries (3,4 M$, 76 emplois).

L'augmentation du nombre de travailleurs de l'industrie chimique sera modérée dans la région de Montréal-Centre. La bonne performance du sous-secteur des produits pharmaceutiques sera en quelque sorte tempérée par les difficultés de l'industrie pétrochimique. D'une part, on assistera à des investissements importants de la part de certains fabricants de produits pharmaceutiques tels Johnson & Johnson (32 M$, 30 emplois) et Ayerst (20 M$, 100 emplois), alors que les fermetures de l'usine de B.A.S.F. Canada et du complexe pétrochimique de Gulf Canada entraîneront la mise à pied de plusieurs centaines de travailleurs. Le secteur des produits raffinés du pétrole subit plus que tout autre l'impact de l'arrêt des opérations de raffinage des anciennes installations de Gulf Canada, lequel se traduira par une chute drastique de l'emploi en 1986. Néanmoins, la compagnie Shell Canada entend investir 100 millions de dollars dans sa raffinerie de Montréal-Est, dont 80 millions de dollars pour la construction d'une nouvelle unité de craquage catalytique, ce qui jettera un peu de baume sur les déboires de la pétrochimie montréalaise.

Le secteur de la construction demeurera un important générateur d'emplois au cours de la période de prévision. La construction de bâtiments résidentiels restera très active, comme en font foi certains grands projets tels ceux des terrains Angus, du Village Saint-Louis et des Floralies de la Montagne. Le secteur du bâtiment non résidentiel demeurera en pleine effervescence grâce aux nombreux chantiers d'édifices à bureaux et de centres commerciaux en voie de réalisation dans la région. Le secteur des travaux de génie connaîtra une activité soutenue, à cause notamment de la poursuite des travaux reliés au traitement des eaux usées, au prolongement du métro et au parachèvement du Stade olympique.

L'emploi dans l'ensemble du secteur tertiaire sera en constante progression, à l'exception toutefois de l'administration publique, aux prises avec des compressions budgétaires présentes à tous les paliers gouvernementaux. L'in-

dustrie des transports, communications et autres services publics verra ses effectifs croître annuellement d'environ 2,5% d'ici la fin de 1987. La construction du centre d'entretien de VIA Rail (104,8 M$), le développement de la téléphonie cellulaire et les travaux d'expansion menés par l'entreprise de télédiffusion CFCF (12 M$) sont autant de facteurs venant expliquer cette croissance.

Le nombre de personnes occupées oeuvrant dans le commerce s'accroîtra substantiellement, grâce à l'ouverture et à la rénovation de nombreux centres commerciaux tels que le Carrefour Angrignon (100 M$), le Faubourg Sainte-Catherine (60 M$), les Cours Mont-Royal (40 M$) et la Plaza Côte-des-Neiges (19 M$). La réalisation de la Maison des Coopérants, un important complexe immobilier et commercial évalué à 125 millions de dollars, amènera également l'ajout de 200 boutiques d'ici la fin de 1987. Les projets de la Place Montréal Trust (125 M$) et du Centre Eaton (120 M$), même si leur construction ne sera complétée qu'en 1988, témoignent de l'essor des activités commerciales du centre-ville par rapport à celles des banlieues.

Les secteurs des finances, assurances et affaires immobilières et des services généreront plusieurs milliers d'emplois durant la période de prévision. Il faut souligner plus particulièrement l'entrée en fonction du Centre de recherche en bio-technologie (61 M$, 220 emplois) et du Centre de recherche industrielle du Québec (22 M$, 125 emplois), sans oublier l'expansion du réseau des centres d'accueil et l'agrandissement de plusieurs centres hospitaliers de la région. Des sommes importantes seront également consacrées à l'amélioration des installations de certaines universités montréalaises et du Musée des beaux-arts de Montréal. De plus, le réseau des musées s'enrichira du Centre canadien d'architecture. L'industrie de l'hébergement et de la restauration ne sera pas en reste grâce à la construction d'hôtels et d'un centre de congrès à Laval.

LAURENTIDES - LANAUDIERE

La région Laurentides - Lanaudière connaîtra une progression de l'emploi[1] fort satisfaisante en 1986 et en 1987, soit respectivement 3,2% et 2,6%. En fait, la croissance régionale parviendra probablement à surpasser celle que l'on anticipe pour l'ensemble du Québec (2,4% et 2,0%).

La population active augmentera moins rapidement que l'emploi, ce qui entraînera du même coup une diminution du nombre de chômeurs. Il en résultera un recul du taux de chômage à 10,5% en 1986 et à 10,1% en 1987. Quant au taux d'activité, il s'accroîtra très légèrement pour atteindre 62,2% en 1986 et 62,5% l'année suivante.

Les secteurs d'activité

La plus importante industrie du secteur primaire de la région, l'agriculture, connaîtra une légère remontée de son niveau d'emploi en 1986 et en 1987. La réalisation de cette prévision demeure liée, dans une certaine mesure, au "renouveau" agricole de Mirabel (rétrocession des terres aux anciens propriétaires, projet de culture en serre, etc.).

La forêt procurera aussi de nouveaux emplois aux travailleurs de la région. Le dynamisme anticipé dans les secteurs en aval (construction, papier, bois), de même que l'application du programme gouvernemental de reboisement, viendront insuffler un élan à cette industrie.

Dans le secteur manufacturier, l'industrie des aliments et boissons affichera la plus forte progression, du moins en termes absolus, suivie de près par les secteurs de l'habillement et des produits électriques.

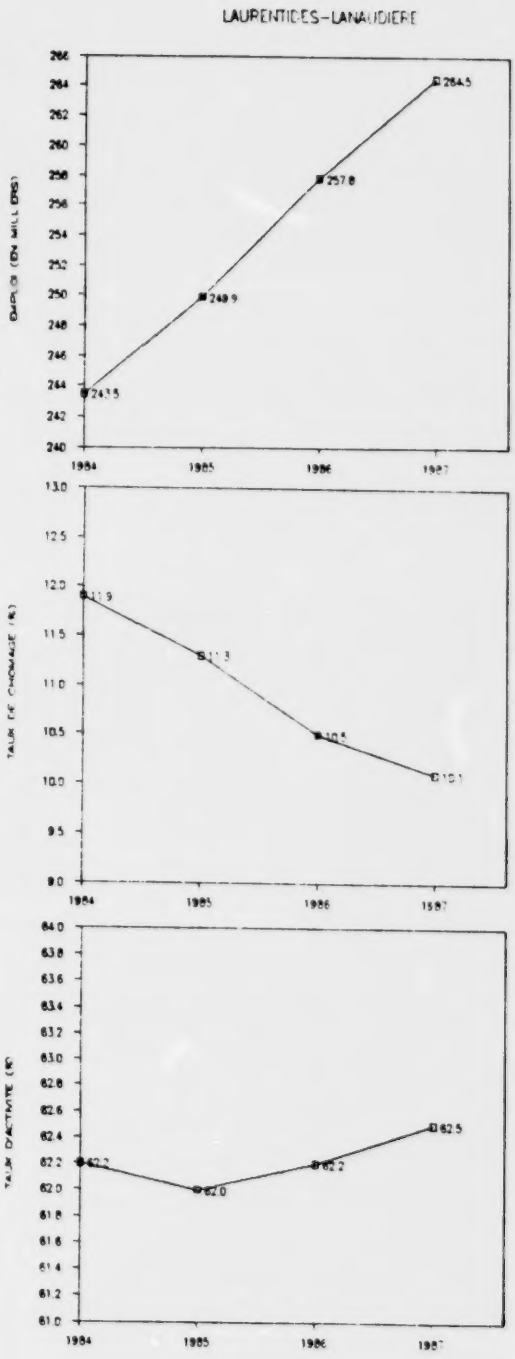
---

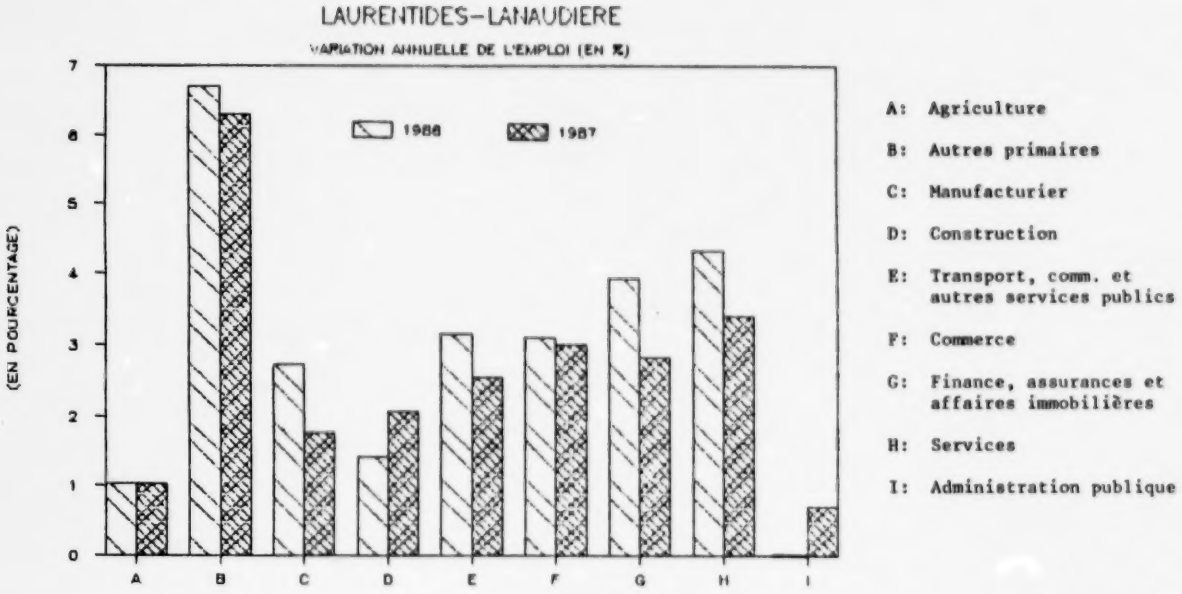
1. Le concept de personnes occupées ou en emploi correspond au nombre d'individus qui habitent la région et qui travaillent, peu importe le lieu. Compte tenu de l'interdépendance des marchés des trois régions de Montréal, la variation du nombre de personnes occupées dans une de ces régions peut refléter certaines variations des effectifs dans une des deux régions voisines ou dans les deux.

L'activité qui marquera l'industrie des produits métalliques permettra également l'ajout de plusieurs centaines d'emplois au cours des deux prochaines années. La construction viendra stimuler la demande pour les structures d'acier, tandis que les investissements en biens de production viendront soutenir l'activité dans les ateliers d'usinage de la région.

Les secteurs d'activité engagés dans la transformation des produits forestiers, plus particulièrement les industries du bois et du papier, contribueront aussi à la croissance de l'emploi. L'effet sur l'emploi se fera sentir en 1987 pour le bois, tandis que le papier sera en progression dès cette année pour connaître ensuite une stabilisation en 1987.

On s'attend à une stabilité de l'emploi en 1986 et à une légère croissance en 1987 dans le secteur de l'équipement de transport. En effet, les emplois qui seront créés à l'usine de Bell Hélicoptère en 1986





(probablement une centaine) viendront compenser pour les mises à pied effectuées au début de l'année par la compagnie G.M. Autobus à Saint-Eustache.

En outre, il ne faut pas s'attendre à une reprise de l'embauche à l'usine G.M. de Boisbriand, bien au contraire. De l'avis de plusieurs experts, la demande américaine d'automobiles sera passablement moins vigoureuse en 1986 pour diverses raisons, dont notamment l'achèvement du rajeunissement du parc automobile et le niveau élevé d'endettement des ménages américains. Enfin, il faut admettre que les perspectives d'emplois dans ce secteur sont marquées au coin de l'incertitude. En effet, le plus important employeur de la région a évoqué la possibilité de fermer ses portes en 1987. Nul doute que la concrétisation de cette éventualité porterait un coup dur à l'ensemble de l'économie de la région.

Par ailleurs, d'autres secteurs engagés dans la fabrication de biens viendront appuyer la croissance de l'emploi. Celui du caoutchouc et des matières plastiques continuera d'afficher une belle tenue en 1986 pour ensuite se

stabiliser en 1987. L'industrie des produits minéraux non métalliques profitera, en 1986, de l'implantation d'une usine de céramique à Berthier (5 M$, 70 emplois). Enfin, l'activité de la construction sera favorable aux producteurs de ciment de la région. Le secteur de la chimie aura aussi son mot à dire dans l'augmentation du nombre de personnes occupées. La compagnie Jolan Inc. a investi quelques 700 000 dollars au cours du dernier trimestre de 1985, créant ainsi une dizaine d'emplois. Une entreprise de Le Gardeur, les Arsenaux canadiens, a décroché de nouveaux contrats qui auront probablement pour effet de stimuler l'embauche, sinon de conserver les emplois existants. A plus long terme, l'essor des produits composites pourrait s'avérer une source de croissance pour l'industrie chimique.

Grâce aux investissements qui sont en cours de réalisation ou en voie de l'être, l'activité dans le domaine de la construction conservera une vigueur favorable à la croissance de l'emploi en 1986 et en 1987. Le secteur non résidentiel continuera d'agir comme la locomotive du secteur. Bien entendu, l'évolution des taux hypothécaires et les anticipations des ménages quant à leur comportement futur auront une incidence importante sur l'état de santé de cette industrie au cours des deux prochaines années.

Toutes les composantes du secteur tertiaire viendront rehausser l'emploi global de la région. Toutefois, le grand secteur des services conservera, et cela par une marge très confortable, le leadership de la progression puisque le nombre de personnes occupées bondira de 3 300 en 1986 et de 2 700 en 1987.

Le secteur commercial offrira, en 1986 et en 1987, plusieurs emplois aux travailleurs de la région. La bonne performance générale de l'économie et l'évolution démographique relativement solide qu'enregistre la région expliquent une bonne part de cette croissance. Enfin, la réalisation de quelques projets d'implantation ou d'agrandissement de centres commerciaux constitue un autre facteur expliquant la hausse d'effectifs dans ce secteur.

Dans l'enseignement, l'emploi connaîtra une bonne progression en 1986 et il en sera de même en 1987. L'augmentation des activités à l'Institut d'ordinique de Sainte-Thérèse, le développement d'un programme de matériaux composites au CEGEP de Saint-Jérome, l'addition de deux nouvelles écoles primaires sur le territoire de la Commission scolaire Le Gardeur (qui impliquera la création d'une quarantaine d'emplois), de même que le développement des cours du soir, expliquent une bonne partie de cette progression.

Les services médicaux et sociaux enregistreront eux aussi une activité très fébrile. L'agrandissement de plusieurs hôpitaux de la région (Saint-Jérôme, Le Gardeur et Joliette) contribuera à générer des centaines d'emplois, tandis que la croissance démographique, particulièrement substantielle dans la partie sud de la région, continuera d'inciter plusieurs professionnels de la santé à s'y implanter. Enfin, le domaine des garderies procurera également plusieurs emplois.

Dans le secteur des divertissements et loisirs, la réalisation de plusieurs projets favorisera la création d'un grand nombre d'emplois. Citons, parmi les principaux, l'inauguration en 1986 d'un parc d'amusement aquatique (glissade d'eau) à Saint-Sauveur et la possibilité que soit réalisé un projet semblable dans la région de Joliette. De plus, la compagnie Production des Laurentides investira, au cours des trois prochaines années, quelque 2,6 millions de dollars, lesquels généreront près de cinquante emplois.

Plusieurs événements spéciaux, tels le Festival d'été de Lanaudière et les Jeux d'été du Québec à Saint-Jérôme, influeront également sur l'activité du secteur commercial et sur celui de l'hébergement et de la restauration. Selon nos prévisions, ce dernier secteur apportera une importante contribution à la progression globale de l'emploi. L'érection probable à Saint-Jérôme et à Joliette d'établissements hôteliers d'envergure devrait favoriser la réalisa-

tion de cette prévision, sans compter la présence de plusieurs autres projets d'investissement tels ceux du Chanteclerc et de La Réserve.

La croissance de l'économie devrait inciter les entreprises existantes, et celles qui ouvriront leur porte au cours des deux prochaines années, à recourir aux services de compagnies ou de professionnels spécialisés dans les services aux entreprises, ce qui assurera une activité soutenue dans ce secteur.

Finalement, en ce qui concerne l'administration publique, le nombre d'effectifs plafonnera en 1986 à son niveau de l'année précédente, alors qu'une légère augmentation est anticipée pour l'année suivante.

OUTAOUAIS

Après une remarquable performance au chapitre de la création d'emplois en 1985, une période de stagnation est anticipée sur le marché du travail de l'Outaouais en 1986 et 1987, résultat des compressions budgétaires et de la réduction des effectifs dans les secteurs public et parapublic.

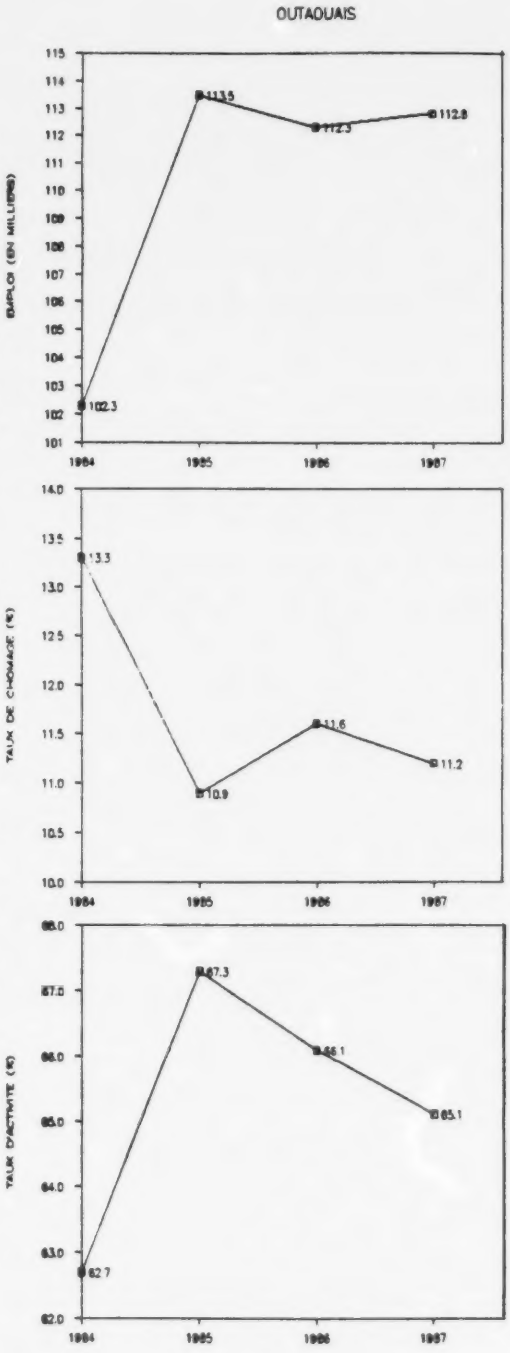
Ainsi, le nombre de personnes occupées baissera de 1,1% en 1986 avant d'afficher une légère augmentation de 0,4% en 1987. Ces variations contrastent non seulement avec la croissance de 10,9% enregistrée dans l'Outaouais en 1985, mais aussi avec la progression de l'emploi prévue pour l'ensemble du Québec.

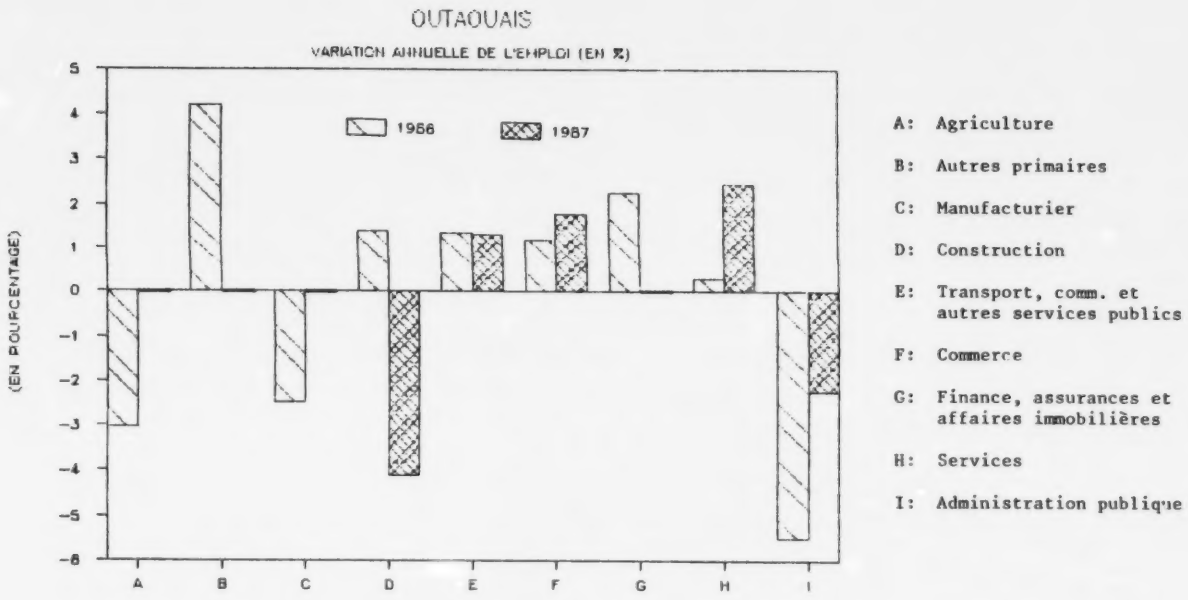
Le niveau de la population active diminuera légèrement en 1986 et demeurera stable en 1987 avec des taux d'activité qui s'établiront respectivement à 66,1% et à 65,1%. Toutefois, comme le nombre de personnes occupées diminuera plus rapidement que la population active, le nombre de chômeurs grimpera en 1986, entraînant une hausse du taux de chômage à 11,6%. En 1987, la stabilité de la population active, conjuguée à une légère croissance de l'emploi, fera reculer le taux de chômage à 11,2%.

Les secteurs d'activité

Dans le secteur primaire, l'emploi agricole devrait baisser en raison de l'endettement des fermiers et surtout de la faiblesse des prix des produits agricoles. Le secteur forestier bénéficiera d'une légère augmentation d'emploi, grâce aux efforts consentis dans le domaine de la sylviculture. Citons à cet effet les projets de la Société sylvicole de l'Outaouais (46 emplois) et du Syndicat des producteurs de bois des Laurentides (19 emplois).

Dans le secteur manufacturier, la création d'emplois dans de nouvelles petites entreprises ne réussira pas à compenser le nombre de postes perdus au cours des deux prochaines années. Signalons, en particulier, la pperte d'une quarantaine d'emplois suite à la fermeture de la compagnie Breadner et la mise à pied, au début de 1986, de 220 personnes chez Northern Telecom. Par ailleurs, l'emploi dans les industries du bois et des pâtes et papier restera stable





durant l'horizon de prévision. Cette situation proviendra de la saturation du marché du bois ainsi que de l'automatisation du processus de production dans le secteur des pâtes et papier.

La construction subira un certain essoufflement qui se traduira par une légère chute de l'emploi durant la période de prévision. En effet, la surproduction dans la construction résidentielle en 1985 entraînera un ralentissement important qui ne pourra être compensé par les projets d'investissement non résidentiels. Mentionnons parmi ceux-ci l'éventuel prolongement de l'autoroute 5, la construction d'un magasin à rayon Eaton à Gatineau, les travaux d'assainissement des eaux à Maniwaki, la modernisation du barrage Mercier, la revitalisation des centres-villes (programme Revicentre) et, enfin, la construction à Gatineau d'un campus du CEGEP de l'Outaouais.

C'est dans le secteur tertiaire que la majeure partie de la baisse de l'emploi se fera sentir. Dans l'administration publique fédérale, une baisse substantielle d'effectifs est prévue, soit environ 1 300 en 1986 et 500 en

1987. De même, des compressions budgétaires au sein du gouvernement du Québec risqueront d'entraîner les pertes d'emplois dans la région. En 1986, l'impact combiné de la réduction d'effectifs et des augmentations de taxes contenues dans le dernier budget fédéral contribuera à la baisse d'emploi dans le secteur des divertissements et loisirs et dans celui de l'hébergement et de la restauration.

L'emploi dans les autres secteurs des services devrait augmenter légèrement, pour des raisons bien particulières. En effet, la région souffre depuis longtemps de l'insuffisance d'infrastructures commerciales et hospitalières, ce qui favorise la région d'Ottawa. Or, l'arrivée d'Eaton à Gatineau et les nouveaux budgets alloués aux hôpitaux de la région devraient accroître l'activité de ces deux secteurs.

ABITIBI-TEMISCAMINGUE

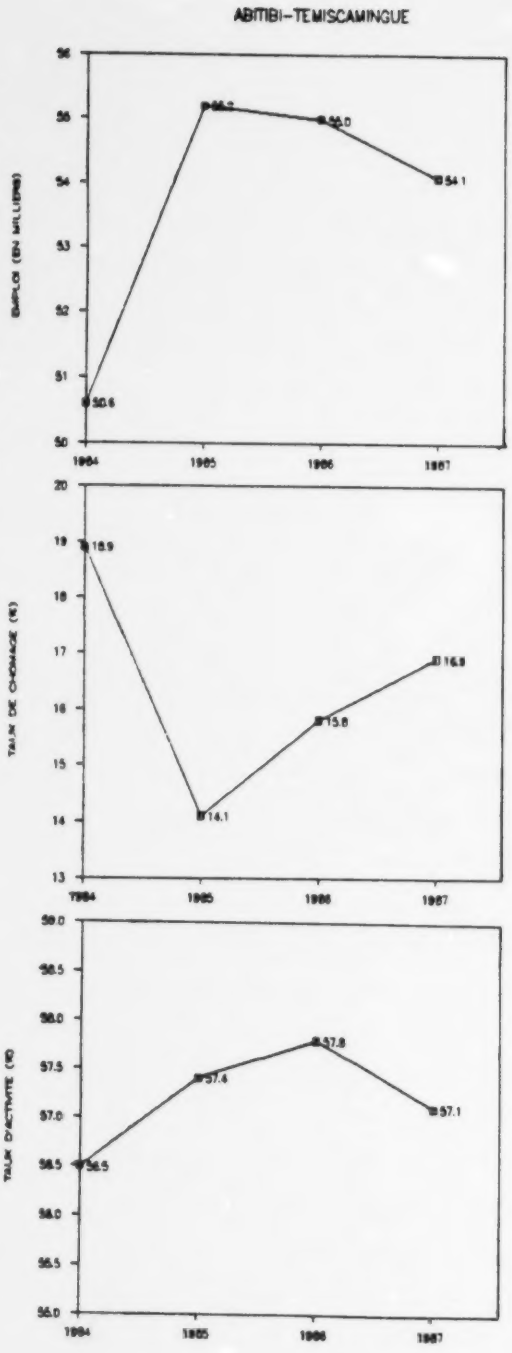
La remarquable augmentation du nombre de personnes occupées, observée en Abitibi-Témiscamingue en 1985, ne devrait pas se répéter en 1986 ni en 1987. Pendant les deux prochaines années, le niveau d'emploi de la région diminuera légèrement, soit de 0,4% et de 1,6%, alors que l'emploi de toutes les autres régions du Québec, sauf l'Outaouais, s'améliorera.

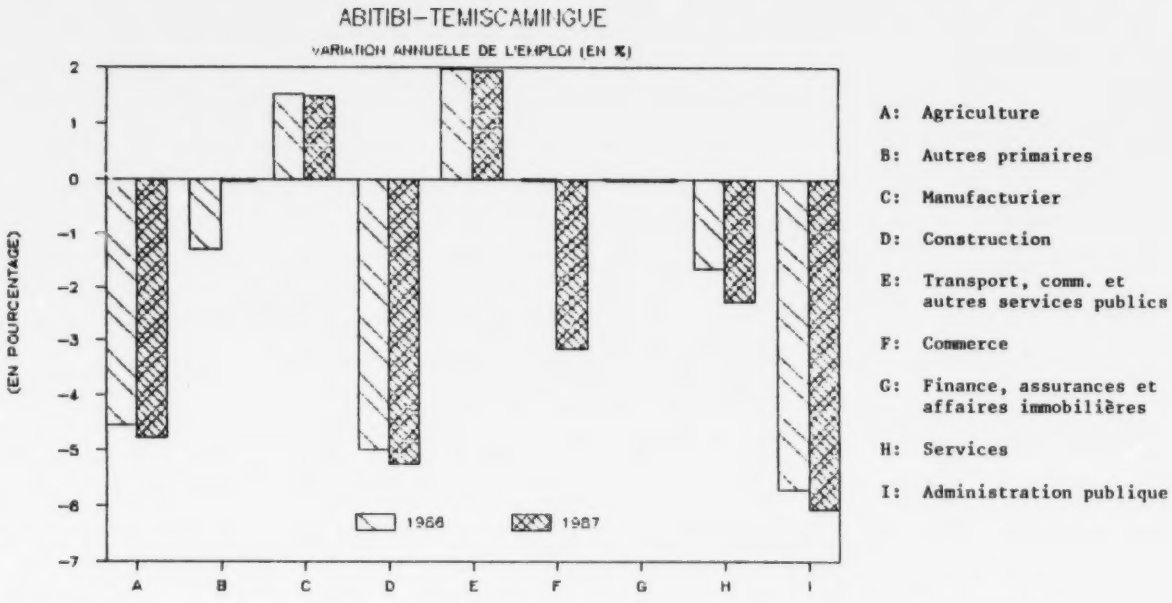
En raison de la diminution de l'emploi, le nombre de chômeurs croîtra dans la région au cours des deux prochaines années, malgré l'affaiblissement du taux d'activité qui atteindra 57,8% en 1986 et 57,1% en 1987. Ce retrait de main-d'oeuvre est habituel lorsque l'emploi se contracte; il réduira l'impact des pertes d'emplois sur le taux de chômage qui s'établira à 15,8% et à 16,9% lors des deux prochaines années.

Les secteurs d'activité

La conjoncture sera peu favorable aux secteurs vitaux de l'économie régionale. L'industrie primaire emploiera 200 personnes de moins en 1986 et encore 100 de moins en 1987. Le secteur minier sera particulièrement menacé par la chute des prix des métaux sur le marché mondial. Par ailleurs, le niveau d'emploi du secteur manufacturier de la région s'accroîtra légèrement au cours des deux prochaines années. La structure industrielle régionale limite la perspective de croissance de ce secteur, puisque les industries qui feront preuve d'une croissance vigoureuse ne représentent qu'une infime partie des emplois dans la région. De plus, la modeste croissance de l'industrie manufacturière ne réussira pas à imprégner de la vigueur au secteur tertiaire qui sera en déclin.

L'agriculture de la région, traditionnellement productrice de lait, verra le nombre de ses emplois diminuer légèrement pendant la période de prévision. En effet, l'éloignement des marchés et la dispersion de la





population régionale ne favoriseront pas le développement de ce secteur. L'augmentation de la production des fermes laitières existantes, auparavant contenue par la difficulté de se procurer des quotas, ne permettra pas le rattrapage des emplois perdus lors du démantèlement des fermes.

La croissance vigoureuse de l'emploi du secteur forestier sera le résultat de la réouverture progressive, commencée en 1985, des usines de sciage fermées en 1984 par l'entreprise Forex à la suite de ses difficultés financières. La grève des travailleurs de l'usine de pâte à papier Domtar, à Lebel-sur-Quévillon, avait aussi contribué à affaiblir l'emploi régional forestier en 1985. On ne peut ainsi parler de création réelle d'emplois, mais plutôt de rattrapage partiel; le rappel d'une partie des employés sera échelonné sur plusieurs mois, reportant donc à 1987 une portion de l'augmentation d'emploi.

La faiblesse des prix du cuivre et du zinc sera à l'origine des compressions d'emploi dans le secteur minier. Jusqu'à tout récemment, certains gisements de cuivre étaient rentables grâce à la présence de zinc en quantité importante dans le minerai. Or, l'effondrement du prix du zinc à la fin de

1985 entraînera soit des fermetures ou des réductions substantielles d'effectifs, plus particulièrement en 1986. L'ouverture possible d'une nouvelle mine d'or, suite à la découverte de ce métal précieux dans le canton Casa Berardi, au nord de La Sarre, sera loin de créer suffisamment d'emplois pour renverser la tendance.

Le rappel des travailleurs des scieries exploitées par l'entreprise Forex devrait se refléter sur la croissance de l'emploi dans le secteur du bois en 1986 et en 1987. Toutefois, cette reprise des activités ne suffira pas à retrouver le niveau d'emploi atteint avant la fermeture d'usines de cette même entreprise en 1984. D'autre part, l'ouverture de l'usine de pâte chimico-thermo-mécanique blanchie par l'entreprise Tembec, à Témiscaming, relèvera le niveau d'emploi du secteur du papier de 100 unités pour chacune des deux prochaines années.

Dans le secteur de la construction, la réalisation des principaux projets en cours sera complétée pendant l'année 1986. Etant donné qu'on ne s'attend pas à des investissements particulièrement importants dans les domaines domiciliaire, institutionnel et commercial, l'emploi du secteur évoluera à la baisse en 1986 et en 1987.

Le secteur du transport, des communications et des autres services publics, étroitement lié à l'industrie forestière, devrait profiter de l'éloignement graduel des lieux de coupe du bois. De plus, le transfert en région de l'administration du secteur Baie James d'Hydro-Québec fera augmenter les effectifs de ce secteur.

L'emploi du secteur commercial sera stable en 1986 et déclinera en 1987, à cause de la faible croissance du revenu personnel. Le secteur de la restauration sera aussi sensible à ce ralentissement, ce qui entraînera une diminution du nombre de personnes occupées.

Par ailleurs, dans le secteur de l'enseignement, malgré la faible augmentation des effectifs des écoles primaires et secondaires, les compressions budgétaires se traduiront par une centaine d'emplois en moins pour chacune des années de prévision. Aussi, les effectifs de l'administration publique seront réduits de 400 au cours de cette période.

COTE-NORD - NOUVEAU-QUEBEC

Après des améliorations successives en 1983 et en 1984, le marché du travail nord-côtier a marqué un temps d'arrêt en 1985, avec une diminution du nombre de personnes occupées de 1,6%. En 1986 et en 1987, l'emploi retrouvera sa tendance à la hausse puisque le nombre de personnes en emploi progressera de 4,0% et de 2,2% pour atteindre respectivement 49 700 et 50 800. Ce rythme de croissance sera supérieur à celui de l'ensemble du Québec. La hausse de l'emploi régional entraînera une augmentation du nombre de personnes actives. La population active atteindra au cours des deux prochaines années 56 500 (2,2%) et 57 600 (1,9%). Ainsi le taux d'activité se situera respectivement à 63,6% et à 64,0% en 1986 et 1987.

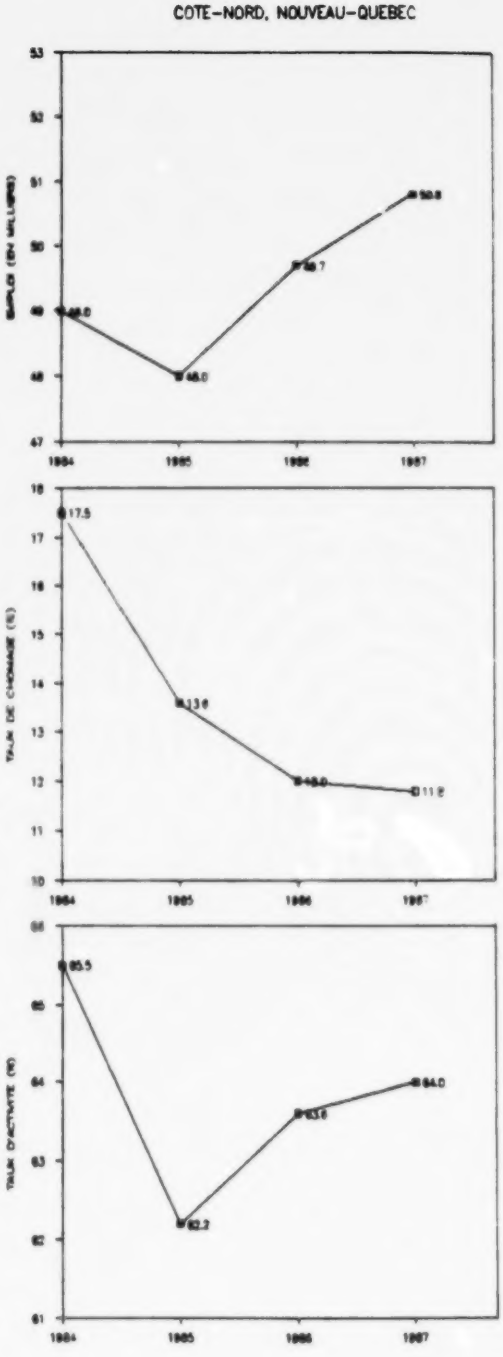
Puisque la population active croîtra à un rythme inférieur à celui des personnes occupées en 1986, le nombre de chômeurs diminuera de 10,5%, passant de 7 600 en 1985 à 6 800. En 1987, le gain prévu de 1 100 emplois sera totalement compensé par une hausse identique du nombre d'actifs, de telle sorte que le nombre de chômeurs restera stable. Le taux de chômage, qui était de 13,7% en 1985, régressera donc de façon importante pour s'établir à 12,0% en 1986 et à 11,8% en 1987. Ces taux sont cependant supérieurs de près d'un point de pourcentage à ceux prévus pour l'ensemble du Québec.

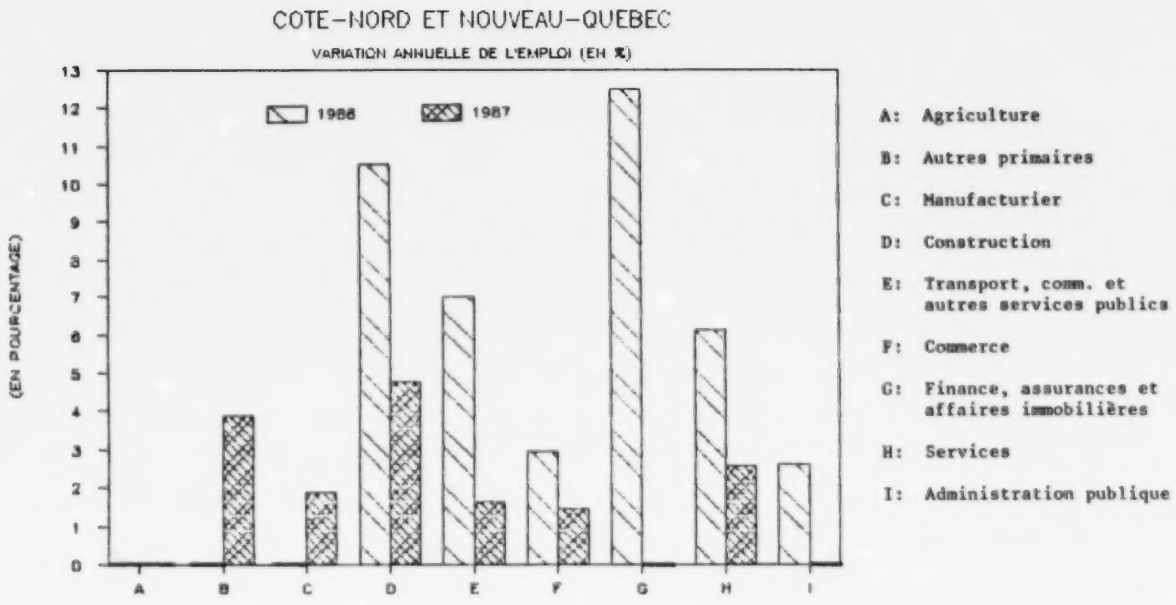
Les secteurs d'activité

Au cours des deux prochaines années, l'emploi du secteur primaire devrait croître de 3,8%; cette situation sera uniquement attribuable à une croissance

marquée dans l'industrie forestière. Celle-ci profitera de la reprise des activités de l'usine de sciage Boisaco et de l'achat par Papiers Cascades de l'usine d'I.T.T. Rayonnier à Port-Cartier. Par contre, l'emploi dans le secteur minier diminuera à nouveau, suite à l'annonce d'importantes mises à pied par la compagnie minière Québec Cartier à Port-Cartier et à Fermont. Les autres secteurs du primaire ne devraient pas connaître de hausses significatives d'emploi au cours des deux prochaines années.

Stimulé par une reprise de l'activité dans l'industrie de la construction, l'emploi du secteur augmentera respectivement de 10,5% et de 4,8% en 1986 et 1987. Parmi les principaux projets d'investissements, mentionnons les travaux de construction à la centrale hydro-électrique Manic V en vue de générer de la puissance additionnelle, les travaux de renforcement du barrage Daniel-Johnson, la construction d'un pénitentier et la rénovation de l'ancienne usine d'I.T.T. Rayonnier. L'achèvement de la route 389 entre





Manic V et Gagnon et le prolongement de la route 138 de Havre-Saint-Pierre à Natashquan contribueront également au relèvement de l'emploi dans ce secteur.

L'emploi manufacturier demeurera assez stable en 1986 et en 1987, à l'exception des secteurs des aliments et boissons et du papier qui seront en hausse. Ce dernier secteur profitera de la mise en opération de l'usine de Papiers Cascades prévue pour l'automne 1987. Dans le secteur des métaux primaires, l'ouverture prochaine de l'usine de poudre de ferrite de Maghemite, à Port-Cartier, ne sera pas suffisante pour compenser les mises à pied survenues à l'aluminerie Reynolds, suite à la fermeture de son département de réparation des cuves.

La croissance de l'activité du secteur primaire et principalement de la construction aura des retombées positives sur l'emploi dans plusieurs industries du tertiaire telles que le transport, le commerce, les services financiers et les services aux entreprises. De plus, l'essor que connaît l'industrie touristique sur la Côte-Nord depuis quelques années viendra soutenir l'emploi dans le secteur de l'hébergement et de la restauration.

TABLEAUX DES PREVISIONS

TABLEAU 1

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL REGIONAL

ANNEE 1986

		Pop.15 ans et plus	Pop. active	Emploi	Chômage	Taux d'activité	Taux de chômage	Rapp. emploi/pop.
Bas-St-Laurent-Gaspésie	1986	256,9	141,1	117,5	23,6	54,9	16,7	45,7
	Var. (000)	2,6	1,0	2,1	-1,0			
	Var. (%)	1,0	0,7	1,8	-4,1			
Saguenay-Lac-St-Jean	1986	233,9	134,9	116,1	18,8	57,7	13,9	49,6
	Var. (000)	0,9	3,0	3,8	-0,9			
	Var. (%)	0,4	2,3	3,4	-4,6			
Québec	1986	729,8	448,5	407,7	40,8	61,5	9,1	55,9
	Var. (000)	6,5	10,1	9,1	0,9			
	Var. (%)	0,9	2,3	2,3	2,3			
Mauricie-Bois-Francs	1986	363,9	214,7	185,5	29,2	59,0	13,6	51,0
	Var. (000)	2,6	3,4	2,9	0,4			
	Var. (%)	0,7	1,6	1,6	1,4			
Estrie	1986	202,0	126,5	112,6	13,9	62,6	11,0	55,7
	Var. (000)	1,3	2,0	1,4	0,3			
	Var. (%)	0,6	1,6	1,3	2,2			
Montérégie	1986	838,8	559,1	505,1	54,0	66,7	9,7	60,2
	Var. (000)	8,3	11,8	15,1	-3,1			
	Var. (%)	1,0	2,2	3,1	-5,4			
Montréal-Centre	1986	1 671,7	1 073,0	951,2	121,8	64,2	11,4	56,9
	Var. (000)	4,0	14,8	23,5	-8,9			
	Var. (%)	0,2	1,4	2,5	-6,8			
Laurentides-Lanaudière	1986	463,0	288,0	257,8	30,2	62,2	10,5	55,7
	Var. (000)	8,5	6,0	7,9	-1,8			
	Var. (%)	1,9	2,1	3,2	-5,6			
Outaouais	1986	192,0	127,0	112,3	14,7	66,1	11,6	58,5
	Var. (000)	2,5	-0,4	-1,2	0,8			
	Var. (%)	1,3	-0,3	-1,1	5,8			
Abitibi-Témiscamingue	1986	113,0	65,3	55,0	10,3	57,8	15,8	48,7
	Var. (000)	-0,2	1,0	-0,2	1,3			
	Var. (%)	-0,2	1,6	-0,4	14,4			
Côte-Nord et Nouveau-Québec	1986	88,9	56,5	49,7	6,8	63,6	12,0	55,9
	Var. (000)	0,0	1,2	1,9	-0,8			
	Var. (%)	0,0	2,2	4,0	-10,5			

TABLEAU 2

INDICATEURS DU MARCHE DU TRAVAIL REGIONAL

ANNEE 1987

		Pop.15 ans et plus	Pop. active	Emploi	Chômage	Taux d'activité	Taux de chômage	Rapp. emploi/pop.
Bas-St-Laurent-Gaspésie	1987	258,9	142,2	118,7	23,5	54,9	16,5	45,8
	Var. (000)	2,0	1,1	1,2	-0,1			
	Var. (%)	0,8	0,8	1,0	-0,4			
Saguenay-Lac-St-Jean	1987	235,9	137,1	118,8	18,3	58,1	13,3	50,4
	Var. (000)	2,0	2,2	2,7	-0,5			
	Var. (%)	0,9	1,6	2,3	-2,7			
Québec	1987	735,8	460,6	415,9	44,7	62,6	9,7	56,5
	Var. (000)	6,0	12,1	8,2	3,9			
	Var. (%)	0,8	2,7	2,0	9,6			
Mauricie-Bois-Francs	1987	365,9	218,8	188,1	30,7	59,8	14,0	51,4
	Var. (000)	2,0	4,1	2,6	1,5			
	Var. (%)	0,5	1,9	1,4	5,1			
Estrie	1987	203,0	127,5	113,9	13,6	62,8	10,7	56,1
	Var. (000)	1,0	1,0	1,3	-0,3			
	Var. (%)	0,5	0,8	1,2	-2,2			
Montérégie	1987	854,0	568,2	520,6	47,6	66,5	8,4	61,0
	Var. (000)	15,2	9,1	15,5	-6,4			
	Var. (%)	1,8	1,6	3,1	-11,9			
Montréal-Centre	1987	1 674,9	1 087,1	970,0	117,1	64,9	10,8	57,9
	Var. (000)	3,2	14,1	18,8	-4,7			
	Var. (%)	0,2	1,3	2,0	-3,9			
Laurentides-Lanaudière	1987	471,0	294,3	264,5	29,8	62,5	10,1	56,2
	Var. (000)	8,0	6,3	6,7	-0,4			
	Var. (%)	1,7	2,2	2,6	-1,3			
Outaouais	1987	195,0	127,0	112,8	14,2	65,1	11,2	57,8
	Var. (000)	3,0	0,0	0,5	-0,5			
	Var. (%)	1,6	0,0	0,4	-3,4			
Abitibi-Témiscamingue	1987	114,0	65,1	54,1	11,0	57,1	16,9	47,5
	Var. (000)	1,0	-0,2	-0,9	0,7			
	Var. (%)	0,9	-0,3	-1,6	6,8			
Côte-Nord et Nouveau-Québec	1987	90,0	57,6	50,8	6,8	64,0	11,8	56,4
	Var. (000)	1,1	1,1	1,1	0,0			
	Var. (%)	1,2	1,9	2,2	0,0			

TABLEAU 3

REPARTITION SECTORIELLE DE L'EMPLOI, 1985, 1986 et 1987

ENSEMBLE DU QUEBEC

SECTEUR	EMPLOI 1985	EMPLOI 1986	VAR. NB	VAR. %	EMPLOI 1987	VAR. NB	VAR. %
AGRICULTURE	84900	85400	500	0.6	85800	400	0.5
FORETS	18800	20300	1500	8.0	20600	300	1.5
CHASSE ET PECHE	3100	3200	100	3.2	3200	0	0.0
MINES	24600	22900	-1700	-6.9	22900	0	0.0
TOTAL PRIMAIRE	131400	131800	400	0.3	132500	700	0.5
ALIMENTS ET BOISSONS	55300	58400	3100	5.6	60300	1900	3.3
TABAC	5000	4800	-200	-4.0	4700	-100	-2.1
CAOUTCHOUC ET PLASTIQUE	19700	20300	600	3.0	20300	0	0.0
CUIR	7400	7300	-100	-1.4	7100	-200	-2.7
TEXTILE	23700	23400	-300	-1.3	23200	-200	-0.9
HABILLEMENT	84300	87300	3000	3.6	87300	0	0.0
BOIS	29500	29500	0	0.0	30400	900	3.1
MEUBLE	24500	24100	-400	-1.6	23800	-300	-1.2
PAPIER	42000	42600	600	1.4	43100	500	1.2
IMPRIMERIE ET EDITION	30900	30200	-700	-2.3	30200	0	0.0
METAUX PRIMAIRES	36200	36900	700	1.9	37200	300	0.8
PRODUITS METALLIQUES	30800	31900	1100	3.6	33500	1600	5.0
MACHINERIE	15700	16800	1100	7.0	17700	900	5.4
EQUIPEMENT DE TRANSPORT	40200	39500	-700	-1.7	40900	1400	3.5
PRODUITS ELECTRIQUES	35400	37200	1800	5.1	38900	1700	4.6
PROD. MINERAUX NON METALL.	15500	15700	200	1.3	15700	0	0.0
PETROLE ET CHARBON	4400	3800	-600	-13.6	3700	-100	-2.6
INDUSTRIE CHIMIQUE	28200	28700	500	1.8	29200	500	1.7
MANUFACTURIER DIVERS	18700	19500	800	4.3	19900	400	2.1
TOTAL MANUFACTURIER	547400	557900	10500	1.9	567100	9200	1.6
CONSTRUCTION	126100	127200	1100	0.9	128500	1300	1.0
TRANS. COMM. & SERV. PUBL.	220700	227400	6700	3.0	233400	6000	2.6
COMMERCE	491200	502500	11300	2.3	512700	10200	2.0
FINANCE, ASSUR. & AFF. IMM.	155600	163700	8100	5.2	166400	2700	1.6
ENSEIGNEMENT	199100	203100	4000	2.0	208300	5200	2.6
SERV. MEDICAUX ET SOCIAUX	265200	275400	10200	3.8	282200	6800	2.5
ASSOCIATIONS	26700	26500	-200	-0.7	26600	100	0.4
DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS	32200	33500	1300	4.0	35000	1500	4.5
SERVICES AUX ENTREPRISES	116900	121300	4400	3.8	124000	2700	2.2
SERVICES PERSONNELS	85000	89300	4300	5.1	92900	3600	4.0
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	151100	155000	3900	2.6	160900	5900	3.8
SERVICES DIVERS	60600	63700	3100	5.1	66600	2900	4.6
TOTAL SERVICES	936800	967800	31000	3.3	996500	28700	3.0
ADM. PUBLIQUE ET DEFENSE	195200	192200	-3000	-1.5	191100	-1100	-0.6
ENSEMBLE DES SECTEURS	2804400	2870500	66100	2.4	2928200	57700	2.0

Note: Les données de 1985 incluses dans ce tableau proviennent des estimations faites par le Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle; elles peuvent donc différer, pour chacun des secteurs et pour la somme, de celles produites par Statistique Canada.

TABLEAU 4

REPARTITION SECTORIELLE DE L'EMPLOI, 1985, 1986 et 1987

BAS-ST-LAURENT-GASPESIE

SECTEUR	EMPLOI 1985	EMPLOI 1986	VAR. NB	VAR. %	EMPLOI 1987	VAR. NB	VAR. %
AGRICULTURE	7200	7100	-100	-1.4	7300	200	2.8
FORETS	4300	4400	100	2.3	4300	-100	-2.3
CHASSE ET PECHE	1600	1700	100	6.3	1700	0	0.0
MINES	2000	2000	0	0.0	2100	100	5.0
TOTAL PRIMAIRE	15100	15200	100	0.7	15400	200	1.3
ALIMENTS ET BOISSONS	4500	4600	100	2.2	4700	100	2.2
TABAC	0	0	0	0.0	0	0	0.0
CAOUTCHOUC ET PLASTIQUE	100	100	0	0.0	100	0	0.0
CUIR	100	100	0	0.0	100	0	0.0
TEXTILE	200	200	0	0.0	200	0	0.0
HABILLEMENT	400	400	0	0.0	400	0	0.0
BOIS	3900	3800	-100	-2.6	3700	-100	-2.6
MEUBLE	600	600	0	0.0	600	0	0.0
PAPIER	2000	2000	0	0.0	2000	0	0.0
IMPRIMERIE ET EDITION	500	500	0	0.0	500	0	0.0
METAUX PRIMAIRES	200	200	0	0.0	200	0	0.0
PRODUITS METALLIQUES	800	800	0	0.0	800	0	0.0
MACHINERIE	200	200	0	0.0	200	0	0.0
EQUIPEMENT DE TRANSPORT	1400	1500	100	7.1	1400	-100	-6.7
PRODUITS ELECTRIQUES	100	200	100	100.0	200	0	0.0
PROD. MINERAUX NON METALL.	300	300	0	0.0	300	0	0.0
PETROLE ET CHARBON	0	0	0	0.0	0	0	0.0
INDUSTRIE CHIMIQUE	100	100	0	0.0	100	0	0.0
MANUFACTURIER DIVERS	100	100	0	0.0	100	0	0.0
TOTAL MANUFACTURIER	15500	15700	200	1.3	15600	-100	-0.6
CONSTRUCTION	6100	6100	0	0.0	5900	-200	-3.3
TRANS. COMM. & SERV. PUBL.	8300	8500	200	2.4	8900	400	4.7
COMMERCE	18400	19000	600	3.3	19500	500	2.6
FINANCE, ASSUR. & AFF. IMM.	3900	4000	100	2.6	4000	0	0.0
ENSEIGNEMENT	10800	11000	200	1.9	11000	0	0.0
SERV. MEDICAUX ET SOCIAUX	12600	13200	600	4.8	13600	400	3.0
ASSOCIATIONS	2700	2700	0	0.0	2700	0	0.0
DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS	800	800	0	0.0	800	0	0.0
SERVICES AUX ENTREPRISES	1900	2000	100	5.3	2000	0	0.0
SERVICES PERSONNELS	4400	4600	200	4.5	4600	0	0.0
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	6100	6200	100	1.6	6200	0	0.0
SERVICES DIVERS	2000	2100	100	5.0	2100	0	0.0
TOTAL SERVICES	41300	42600	1300	3.1	43000	400	0.9
ADM. PUBLIQUE ET DEFENSE	6300	6400	100	1.6	6400	0	0.0
ENSEMBLE DES SECTEURS	114900	117500	2600	2.3	118700	1200	1.0

Note: Les données de 1985 incluses dans ce tableau proviennent des estimations faites par le Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle; elles peuvent donc différer, pour chacun des secteurs et pour la somme, de celles produites par Statistique Canada.

TABLEAU 5

REPARTITION SECTORIELLE DE L'EMPLOI, 1985, 1986 et 1987

SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

SECTEUR	EMPLOI 1985	EMPLOI 1986	VAR. NB	VAR. %	EMPLOI 1987	VAR. NB	VAR. %
AGRICULTURE	2900	3000	100	3.4	3100	100	3.3
FORETS	3400	3700	300	8.8	3700	0	0.0
CHASSE ET PECHE	0	0	0	0.0	0	0	0.0
MINES	2300	2200	-100	-4.3	2300	100	4.5
TOTAL PRIMAIRE	8600	8900	300	3.5	9100	200	2.2
ALIMENTS ET BOISSONS	1300	1400	100	7.7	1500	100	7.1
TABAC	0	0	0	0.0	0	0	0.0
CAOUTCHOUC ET PLASTIQUE	100	100	0	0.0	100	0	0.0
CUIR	0	0	0	0.0	0	0	0.0
TEXTILE	100	100	0	0.0	100	0	0.0
HABILLEMENT	200	200	0	0.0	200	0	0.0
BOIS	3000	3100	100	3.3	3200	100	3.2
MEUBLE	100	100	0	0.0	100	0	0.0
PAPIER	4500	4600	100	2.2	4500	-100	-2.2
IMPRIMERIE ET EDITION	600	600	0	0.0	600	0	0.0
METAUX PRIMAIRES	8200	8400	200	2.4	8400	0	0.0
PRODUITS METALLIQUES	1000	1000	0	0.0	1100	100	10.0
MACHINERIE	500	600	100	20.0	700	100	16.7
EQUIPEMENT DE TRANSPORT	0	0	0	0.0	0	0	0.0
PRODUITS ELECTRIQUES	0	0	0	0.0	100	100	0.0
PROD. MINERAUX NON METALL.	600	600	0	0.0	700	100	16.7
PETROLE ET CHARBON	200	200	0	0.0	200	0	0.0
INDUSTRIE CHIMIQUE	0	0	0	0.0	0	0	0.0
MANUFACTURIER DIVERS	300	400	100	33.3	400	0	0.0
TOTAL MANUFACTURIER	20700	21400	700	3.4	21900	500	2.3
CONSTRUCTION	5600	5500	-100	-1.8	5700	200	3.6
TRANS. COMM. & SERV. PUBL.	5800	5900	100	1.7	6200	300	5.1
COMMERCE	20700	21800	1100	5.3	22200	400	1.8
FINANCE, ASSUR. & AFF. IMM.	4100	4400	300	7.3	4500	100	2.3
ENSEIGNEMENT	9800	10000	200	2.0	10100	100	1.0
SERV. MEDICAUX ET SOCIAUX	13200	13800	600	4.5	14000	200	1.4
ASSOCIATIONS	1100	1100	0	0.0	1200	100	9.1
DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS	1100	1200	100	9.1	1200	0	0.0
SERVICES AUX ENTREPRISES	2800	3000	200	7.1	3100	100	3.3
SERVICES PERSONNELS	4500	4700	200	4.4	4800	100	2.1
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	6200	6400	200	3.2	6600	200	3.1
SERVICES DIVERS	1800	1900	100	5.6	2000	100	5.3
TOTAL SERVICES	40500	42100	1600	4.0	43000	900	2.1
ADM. PUBLIQUE ET DEFENSE	6000	6100	100	1.7	6200	100	1.6
ENSEMBLE DES SECTEURS	112000	116100	4100	3.7	118800	2700	2.3

Note: Les données de 1985 incluses dans ce tableau proviennent des estimations faites par le Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle; elles peuvent donc différer, pour chacun des secteurs et pour la somme, de celles produites par Statistique Canada.

TABLEAU 6

REPARTITION SECTORIELLE DE L'EMPLOI, 1985, 1986 et 1987

QUEBEC

SECTEUR	EMPLOI 1985	EMPLOI 1986	VAR. NB	VAR. %	EMPLOI 1987	VAR. NB	VAR. %
AGRICULTURE	18900	19100	200	1.1	19100	0	0.0
FORETS	2000	2100	100	5.0	2100	0	0.0
CHASSE ET PECHE	100	100	0	0.0	100	0	0.0
MINES	4100	3600	-500	-12.2	3400	-200	-5.6
TOTAL PRIMAIRE	25100	24900	-200	-0.8	24700	-200	-0.8
ALIMENTS ET BOISSONS	6800	7300	500	7.4	7500	200	2.7
TABAC	1200	1100	-100	-8.3	1100	0	0.0
CAOUTCHOUC ET PLASTIQUE	1900	2100	200	10.5	2100	0	0.0
CUIR	1000	1000	0	0.0	1000	0	0.0
TEXTILE	1200	1100	-100	-8.3	1100	0	0.0
HABILLEMENT	6700	7000	300	4.5	7000	0	0.0
BOIS	5400	5400	0	0.0	5600	200	3.7
MEUBLE	3500	3500	0	0.0	3400	-100	-2.9
PAPIER	4200	4300	100	2.4	4400	100	2.3
IMPRIMERIE ET EDITION	3300	3200	-100	-3.0	3200	0	0.0
METAUX PRIMAIRES	1900	1900	0	0.0	2000	100	5.3
PRODUITS METALLIQUES	2600	2700	100	3.8	2900	200	7.4
MACHINERIE	600	600	0	0.0	700	100	16.7
EQUIPEMENT DE TRANSPORT	2300	1700	-600	-26.1	2400	700	41.2
PRODUITS ELECTRIQUES	1800	1900	100	5.6	2000	100	5.3
PROD. MINERAUX NON METALL.	2300	2300	0	0.0	2300	0	0.0
PETROLE ET CHARBON	500	500	0	0.0	500	0	0.0
INDUSTRIE CHIMIQUE	1900	2000	100	5.3	2000	0	0.0
MANUFACTURIER DIVERS	2300	2400	100	4.3	2400	0	0.0
TOTAL MANUFACTURIER	51400	52000	600	1.2	53600	1600	3.1
CONSTRUCTION	18200	18300	100	0.5	18600	300	1.6
TRANS. COMM. & SERV. PUBL.	22800	23500	700	3.1	24000	500	2.1
COMMERCE	67200	68800	1600	2.4	70100	1300	1.9
FINANCE, ASSUR. & AFF. IMM.	23400	24700	1300	5.6	25000	300	1.2
ENSEIGNEMENT	30000	30700	700	2.3	31800	1100	3.6
SERV. MEDICAUX ET SOCIAUX	43200	45200	2000	4.6	46300	1100	2.4
ASSOCIATIONS	5500	5400	-100	-1.8	5400	0	0.0
DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS	3900	4200	300	7.7	4300	100	2.4
SERVICES AUX ENTREPRISES	12900	13400	500	3.9	13600	200	1.5
SERVICES PERSONNELS	13600	14300	700	5.1	14900	600	4.2
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	23200	24000	800	3.4	25200	1200	5.0
SERVICES DIVERS	9300	9700	400	4.3	10100	400	4.1
TOTAL SERVICES	141600	146900	5300	3.7	151600	4700	3.2
ADM. PUBLIQUE ET DEFENSE	49100	48600	-500	-1.0	48300	-300	-0.6
ENSEMBLE DES SECTEURS	398800	407700	8900	2.2	415900	8200	2.0

Note: Les données de 1985 incluses dans ce tableau proviennent des estimations faites par le Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle; elles peuvent donc différer, pour chacun des secteurs et pour la somme, de celles produites par Statistique Canada.

TABLEAU 7

REPARTITION SECTORIELLE DE L'EMPLOI, 1985, 1986 et 1987

MAURICIE-BOIS-FRANCS

SECTEUR	EMPLOI 1985	EMPLOI 1986	VAR. NB	VAR. %	EMPLOI 1987	VAR. NB	VAR. %
AGRICULTURE	13400	13500	100	0.7	13400	-100	-0.7
FORETS	1200	1300	100	8.3	1300	0	0.0
CHASSE ET PECHE	100	100	0	0.0	100	0	0.0
MINES	500	400	-100	-20.0	400	0	0.0
TOTAL PRIMAIRE	15200	15300	100	0.7	15200	-100	-0.7
ALIMENTS ET BOISSONS	3200	3400	200	6.3	3500	100	2.9
TABAC	0	0	0	0.0	0	0	0.0
CAOUTCHOUC ET PLASTIQUE	300	300	0	0.0	300	0	0.0
CUIR	500	400	-100	-20.0	400	0	0.0
TEXTILE	4200	4100	-100	-2.4	4000	-100	-2.4
HABILLEMENT	6300	6500	200	3.2	6400	-100	-1.5
BOIS	2400	2400	0	0.0	2500	100	4.2
MEUBLE	3400	3300	-100	-2.9	3200	-100	-3.0
PAPIER	8700	8700	0	0.0	8800	100	1.1
IMPRIMERIE ET EDITION	1900	1800	-100	-5.3	1800	0	0.0
METAUX PRIMAIRES	2700	3400	700	25.9	3500	100	2.9
PRODUITS METALLIQUES	1500	1600	100	6.7	1700	100	6.3
MACHINERIE	1700	1800	100	5.9	1900	100	5.6
EQUIPEMENT DE TRANSPORT	1100	1000	-100	-9.1	1100	100	10.0
PRODUITS ELECTRIQUES	1900	1900	0	0.0	2000	100	5.3
PROD. MINERAUX NON METALL.	1400	1400	0	0.0	1400	0	0.0
PETROLE ET CHARBON	100	100	0	0.0	100	0	0.0
INDUSTRIE CHIMIQUE	1200	1200	0	0.0	1300	100	8.3
MANUFACTURIER DIVERS	1000	1100	100	10.0	1200	100	9.1
TOTAL MANUFACTURIER	43500	44400	900	2.1	45100	700	1.6
CONSTRUCTION	10700	10700	0	0.0	10800	100	0.9
TRANS. COMM. & SERV. PUBL.	11300	11600	300	2.7	11800	200	1.7
COMMERCE	31100	31700	600	1.9	32100	400	1.3
FINANCE, ASSUR. & AFF. IMM.	6700	7000	300	4.5	7000	0	0.0
ENSEIGNEMENT	12300	12500	200	1.6	12900	400	3.2
SERV. MEDICAUX ET SOCIAUX	15500	16000	500	3.2	16300	300	1.9
ASSOCIATIONS	2200	2200	0	0.0	2200	0	0.0
DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS	1900	1900	0	0.0	2000	100	5.3
SERVICES AUX ENTREPRISES	3700	3800	100	2.7	3800	0	0.0
SERVICES PERSONNELS	5800	6100	300	5.2	6300	200	3.3
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	10300	10600	300	2.9	10900	300	2.8
SERVICES DIVERS	2600	2800	200	7.7	2900	100	3.6
TOTAL SERVICES	54300	55900	1600	2.9	57300	1400	2.5
ADM. PUBLIQUE ET DEFENSE	9000	8900	-100	-1.1	8800	-100	-1.1
ENSEMBLE DES SECTEURS	181800	185500	3700	2.0	188100	2600	1.4

Note: Les données de 1985 incluses dans ce tableau proviennent des estimations faites par le Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle; elles peuvent donc différer, pour chacun des secteurs et pour la somme, de celles produites par Statistique Canada.

TABLEAU 8

REPARTITION SECTORIELLE DE L'EMPLOI, 1985, 1986 et 1987

ESTRIE

SECTEUR	EMPLOI 1985	EMPLOI 1986	VAR. NB	VAR. %	EMPLOI 1987	VAR. NB	VAR. %
AGRICULTURE	8300	8200	-100	-1.2	8100	-100	-1.2
FORETS	700	700	0	0.0	700	0	0.0
CHASSE ET PECHE	0	0	0	0.0	0	0	0.0
MINES	1300	1100	-200	-15.4	1100	0	0.0
TOTAL PRIMAIRE	10300	10000	-300	-2.9	9900	-100	-1.0
ALIMENTS ET BOISSONS	2200	2300	100	4.5	2300	0	0.0
TABAC	0	0	0	0.0	0	0	0.0
CAOUTCHOUC ET PLASTIQUE	2400	2400	0	0.0	2500	100	4.2
CUIR	900	900	0	0.0	800	-100	-11.1
TEXTILE	3900	4200	300	7.7	4100	-100	-2.4
HABILLEMENT	4700	4800	100	2.1	4700	-100	-2.1
BOIS	1900	1900	0	0.0	1900	0	0.0
MEUBLE	900	1000	100	11.1	1000	0	0.0
PAPIER	2200	2200	0	0.0	2200	0	0.0
IMPRIMERIE ET EDITION	1000	900	-100	-10.0	900	0	0.0
METAUX PRIMAIRES	400	400	0	0.0	400	0	0.0
PRODUITS METALLIQUES	1100	1100	0	0.0	1100	0	0.0
MACHINERIE	1500	1700	200	13.3	1900	200	11.8
EQUIPEMENT DE TRANSPORT	2300	2300	0	0.0	2400	100	4.3
PRODUITS ELECTRIQUES	600	900	300	50.0	1200	300	33.3
PROD. MINERAUX NON METALL.	800	800	0	0.0	800	0	0.0
PETROLE ET CHARBON	0	0	0	0.0	0	0	0.0
INDUSTRIE CHIMIQUE	100	100	0	0.0	100	0	0.0
MANUFACTURIER DIVERS	800	800	0	0.0	800	0	0.0
TOTAL MANUFACTURIER	27700	28700	1000	3.6	29100	400	1.4
CONSTRUCTION	7100	7000	-100	-1.4	7000	0	0.0
TRANS. COMM. & SERV. PUBL.	3400	3400	0	0.0	3500	100	2.9
COMMERCE	18000	18300	300	1.7	18500	200	1.1
FINANCE, ASSUR. & AFF. IMM.	3500	3600	100	2.9	3600	0	0.0
ENSEIGNEMENT	9800	9900	100	1.0	10100	200	2.0
SERV. MEDICAUX ET SOCIAUX	10900	11200	300	2.8	11300	100	0.9
ASSOCIATIONS	500	500	0	0.0	500	0	0.0
DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS	700	700	0	0.0	700	0	0.0
SERVICES AUX ENTREPRISES	3400	3400	0	0.0	3500	100	2.9
SERVICES PERSONNELS	3300	3400	100	3.0	3500	100	2.9
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	5500	5600	100	1.8	5800	200	3.6
SERVICES DIVERS	1100	1100	0	0.0	1200	100	9.1
TOTAL SERVICES	35200	35800	600	1.7	36600	800	2.2
ADM. PUBLIQUE ET DEFENSE	6000	5800	-200	-3.3	5700	-100	-1.7
ENSEMBLE DES SECTEURS	111200	112600	1400	1.3	11.,00	1300	1.2

Note: Les données de 1985 incluses dans ce tableau proviennent des estimations faites par le Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle; elles peuvent donc différer, pour chacun des secteurs et pour la somme, de celles produites par Statistique Canada.

TABLEAU 9

REPARTITION SECTORIELLE DE L'EMPLOI, 1985, 1986 et 1987

MONTEREGIE

SECTEUR	EMPLOI 1985	EMPLOI 1986	VAR. NB	VAR. %	EMPLOI 1987	VAR. NB	VAR. %
AGRICULTURE	17100	17500	400	2.3	17900	400	2.3
FORETS	300	300	0	0.0	300	0	0.0
CHASSE ET PECHE	0	0	0	0.0	0	0	0.0
MINES	1200	1200	0	0.0	1200	0	0.0
TOTAL PRIMAIRE	18600	19000	400	2.2	19400	400	2.1
ALIMENTS ET BOISSONS	12800	13600	800	6.3	14100	500	3.7
TABAC	400	400	0	0.0	400	0	0.0
CAOUTCHOUC ET PLASTIQUE	6500	6700	200	3.1	6700	0	0.0
CUIR	900	900	0	0.0	900	0	0.0
TEXTILE	6700	6400	-300	-4.5	6500	100	1.6
HABILLEMENT	9800	10200	400	4.1	10200	0	0.0
BOIS	2400	2400	0	0.0	2500	100	4.2
MEUBLE	3800	3700	-100	-2.6	3700	0	0.0
PAPIER	3200	3300	100	3.1	3400	100	3.0
IMPRIMERIE ET EDITION	5800	5700	-100	-1.7	5800	100	1.8
METAUX PRIMAIRES	11000	11200	200	1.8	11400	200	1.8
PRODUITS METALLIQUES	7000	7300	300	4.3	7700	400	5.5
MACHINERIE	3700	4000	300	8.1	4200	200	5.0
EQUIPEMENT DE TRANSPORT	11000	10900	-100	-0.9	11100	200	1.8
PRODUITS ELECTRIQUES	9000	9400	400	4.4	9900	500	5.3
PROD. MINERAUX NON METALL.	3600	3700	100	2.8	3700	0	0.0
PETROLE ET CHARBON	700	600	-100	-14.3	600	0	0.0
INDUSTRIE CHIMIQUE	9100	9300	200	2.2	9500	200	2.2
MANUFACTURIER DIVERS	4100	4200	100	2.4	4300	100	2.4
TOTAL MANUFACTURIER	111500	113900	2400	2.2	116600	2700	2.4
CONSTRUCTION	22000	22400	400	1.8	23000	600	2.7
TRANS. COMM. & SERV. PUBL.	46000	47900	1900	4.1	49600	1700	3.5
COMMERCE	81500	83500	2000	2.5	86200	2700	3.2
FINANCE, ASSUR. & AFF. IMM.	31900	33800	1900	6.0	34800	1000	3.0
ENSEIGNEMENT	32400	33500	1100	3.4	34500	1000	3.0
SERV. MEDICAUX ET SOCIAUX	41800	43500	1700	4.1	45000	1500	3.4
ASSOCIATIONS	3500	3500	0	0.0	3500	0	0.0
DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS	5100	5300	200	3.9	5700	400	7.5
SERVICES AUX ENTREPRISES	18700	19500	800	4.3	20200	700	3.6
SERVICES PERSONNELS	14700	15300	600	4.1	16300	1000	6.5
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	22300	23000	700	3.1	24200	1200	5.2
SERVICES DIVERS	10100	10700	600	5.9	11200	500	4.7
TOTAL SERVICES	148600	154300	5700	3.8	160600	6300	4.1
ADM. PUBLIQUE ET DEFENSE	30500	30300	-200	-0.7	30400	100	0.3
ENSEMBLE DES SECTEURS	490600	505100	14500	3.0	520600	15500	3.1

Note: Les données de 1985 incluses dans ce tableau proviennent des estimations faites par le Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle; elles peuvent donc différer, pour chacun des secteurs et pour la somme, de celles produites par Statistique Canada.

TABLEAU 10

REPARTITION SECTORIELLE DE L'EMPLOI, 1985, 1986 et 1987

MONTREAL

SECTEUR	EMPLOI 1985	EMPLOI 1986	VAR. NB	VAR. %	EMPLOI 1987	VAR. NB	VAR. %
AGRICULTURE	1800	1800	0	0.0	1700	-100	-5.6
FORETS	200	200	0	0.0	200	0	0.0
CHASSE ET PECHE	0	0	0	0.0	0	0	0.0
MINES	700	600	-100	-14.3	500	-100	-16.7
TOTAL PRIMAIRE	2700	2600	-100	-3.7	2400	-200	-7.7
ALIMENTS ET BOISSONS	17000	17900	900	5.3	18600	700	3.9
TABAC	3000	2900	-100	-3.3	2800	-100	-3.4
CAOUTCHOUC ET PLASTIQUE	5800	5900	100	1.7	5800	-100	-1.7
CUIR	3700	3700	0	0.0	3600	-100	-2.7
TEXTILE	6100	6000	-100	-1.6	5900	-100	-1.7
HABILLEMENT	48900	50700	1800	3.7	50900	200	0.4
BOIS	1600	1600	0	0.0	1700	100	6.3
MEUBLE	8800	8500	-300	-3.4	8400	-100	-1.2
PAPIER	7300	7400	100	1.4	7500	100	1.4
IMPRIMERIE ET EDITION	14000	13700	-300	-2.1	13600	-100	-0.7
METAUX PRIMAIRES	6200	5900	-300	-4.8	5900	0	0.0
PRODUITS METALLIQUES	12500	12900	400	3.2	13500	600	4.7
MACHINERIE	6000	6300	300	5.0	6500	200	3.2
EQUIPEMENT DE TRANSPORT	13400	13400	0	0.0	13700	300	2.2
PRODUITS ELECTRIQUES	17000	17900	900	5.3	18400	500	2.8
PROD. MINERAUX NON METALL.	4100	4100	0	0.0	4000	-100	-2.4
PETROLE ET CHARBON	2100	1700	-400	-19.0	1600	-100	-5.9
INDUSTRIE CHIMIQUE	12100	12200	100	0.8	12300	100	0.8
MANUFACTURIER DIVERS	8500	8800	300	3.5	9000	200	2.3
TOTAL MANUFACTURIER	198100	201500	3400	1.7	203700	2200	1.1
CONSTRUCTION	31000	31400	400	1.3	31700	300	1.0
TRANS. COMM. & SERV. PUBL.	85900	88200	2300	2.7	90200	2000	2.3
COMMERCE	172900	176100	3200	1.9	179200	3100	1.8
FINANCE, ASSUR. & AFF. IMM.	64700	68100	3400	5.3	69100	1000	1.5
ENSEIGNEMENT	60400	61600	1200	2.0	63500	1900	3.1
SERV. MEDICAUX ET SOCIAUX	89000	92300	3300	3.7	94600	2300	2.5
ASSOCIATIONS	7500	7500	0	0.0	7500	0	0.0
DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS	12600	13000	400	3.2	13600	600	4.6
SERVICES AUX ENTREPRISES	59700	61700	2000	3.4	63100	1400	2.3
SERVICES PERSONNELS	26700	28200	1500	5.6	29300	1100	3.9
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	49600	50800	1200	2.4	52800	2000	3.9
SERVICES DIVERS	24600	25900	1300	5.3	27200	1300	5.0
TOTAL SERVICES	330100	341000	10900	3.3	351600	10600	3.1
ADM. PUBLIQUE ET DEFENSE	43100	42300	-800	-1.9	42100	-200	-0.5
ENSEMBLE DES SECTEURS	928500	951200	22700	2.4	970000	18800	2.0

Note: Les données de 1985 incluses dans ce tableau proviennent des estimations faites par le Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle; elles peuvent donc différer, pour chacun des secteurs et pour la somme, de celles produites par Statistique Canada.

TABLEAU 11

REPARTITION SECTORIELLE DE L'EMPLOI, 1985, 1986 et 1987

LAURENTIDES-LANAUDIERE

SECTEUR	EMPLOI 1985	EMPLOI 1986	VAR. NB	VAR. %	EMPLOI 1987	VAR. NB	VAR. %
AGRICULTURE	9600	9700	100	1.0	9800	100	1.0
FORETS	1800	2000	200	11.1	2100	100	5.0
CHASSE ET PECHE	200	200	0	0.0	200	0	0.0
MINES	1000	1000	0	0.0	1100	100	10.0
TOTAL PRIMAIRE	12600	12900	300	2.4	13200	300	2.3
ALIMENTS ET BOISSONS	5300	5600	300	5.7	5800	200	3.6
TABAC	400	400	0	0.0	400	0	0.0
CAOUTCHOUC ET PLASTIQUE	2500	2600	100	4.0	2600	0	0.0
CUIR	300	300	0	0.0	300	0	0.0
TEXTILE	1200	1200	0	0.0	1200	0	0.0
HABILLEMENT	6900	7100	200	2.9	7100	0	0.0
BOIS	3400	3400	0	0.0	3600	200	5.9
MEUBLE	2900	2900	0	0.0	2900	0	0.0
PAPIER	3200	3300	100	3.1	3300	0	0.0
IMPRIMERIE ET EDITION	2600	2700	100	3.8	2700	0	0.0
METAUX PRIMAIRES	2100	2100	0	0.0	2100	0	0.0
PRODUITS METALLIQUES	3600	3800	200	5.6	4000	200	5.3
MACHINERIE	1200	1300	100	8.3	1300	0	0.0
EQUIPEMENT DE TRANSPORT	8500	8500	0	0.0	8600	100	1.2
PRODUITS ELECTRIQUES	3700	3900	200	5.4	4100	200	5.1
PROD. MINERAUX NON METALL.	1900	2000	100	5.3	2000	0	0.0
PETROLE ET CHARBON	800	700	-100	-12.5	700	0	0.0
INDUSTRIE CHIMIQUE	3200	3300	100	3.1	3400	100	3.0
MANUFACTURIER DIVERS	1200	1300	100	8.3	1300	0	0.0
TOTAL MANUFACTURIER	54900	56400	1500	2.7	57400	1000	1.8
CONSTRUCTION	14300	14500	200	1.4	14800	300	2.1
TRANS. COMM. & SERV. PUBL.	19000	19600	600	3.2	20100	500	2.6
COMMERCE	48500	50000	1500	3.1	51500	1500	3.0
FINANCE, ASSUR. & AFF. IMM.	10200	10600	400	3.9	10900	300	2.8
ENSEIGNEMENT	16100	16500	400	2.5	16800	300	1.8
SERV. MEDICAUX ET SOCIAUX	20200	21000	800	4.0	21600	600	2.9
ASSOCIATIONS	1800	1800	0	0.0	1900	100	5.6
DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS	4200	4500	300	7.1	4700	200	4.4
SERVICES AUX ENTREPRISES	8000	8400	400	5.0	8600	200	2.4
SERVICES PERSONNELS	6900	7400	500	7.2	7800	400	5.4
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	14600	15200	600	4.1	15800	600	3.9
SERVICES DIVERS	4500	4800	300	6.7	5100	300	6.3
TOTAL SERVICES	76300	79600	3300	4.3	82300	2700	3.4
ADM. PUBLIQUE ET DEFENSE	14200	14200	0	0.0	14300	100	0.7
ENSEMBLE DES SECTEURS	250000	257800	7800	3.1	264500	6700	2.6

Note: Les données de 1985 incluses dans ce tableau proviennent des estimations faites par le Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle; elles peuvent donc différer, pour chacun des secteurs et pour la somme, de celles produites par Statistique Canada.

TABLEAU 12

REPARTITION SECTORIELLE DE L'EMPLOI, 1985, 1986 et 1987

OUTAOUAIS

SECTEUR	EMPLOI 1985	EMPLOI 1986	VAR. NB	VAR. %	EMPLOI 1987	VAR. NB	VAR. %
AGRICULTURE	3300	3200	-100	-3.0	3200	0	0.0
FORETS	2000	2100	100	5.0	2100	0	0.0
CHASSE ET PECHE	100	100	0	0.0	100	0	0.0
MINES	300	300	0	0.0	300	0	0.0
TOTAL PRIMAIRE	5700	5700	0	0.0	5700	0	0.0
ALIMENTS ET BOISSONS	900	900	0	0.0	900	0	0.0
TABAC	0	0	0	0.0	0	0	0.0
CAOUTCHOUC ET PLASTIQUE	100	100	0	0.0	100	0	0.0
CUIR	0	0	0	0.0	0	0	0.0
TEXTILE	100	100	0	0.0	100	0	0.0
HABILLEMENT	400	400	0	0.0	400	0	0.0
BOIS	1800	1800	0	0.0	1900	100	5.6
MEUBLE	400	400	0	0.0	400	0	0.0
PAPIER	4500	4500	0	0.0	4500	0	0.0
IMPRIMERIE ET EDITION	900	800	-100	-11.1	800	0	0.0
METAUX PRIMAIRES	200	200	0	0.0	200	0	0.0
PRODUITS METALLIQUES	300	300	0	0.0	300	0	0.0
MACHINERIE	100	100	0	0.0	100	0	0.0
EQUIPEMENT DE TRANSPORT	100	100	0	0.0	100	0	0.0
PRODUITS ELECTRIQUES	1100	900	-200	-18.2	800	-100	-11.1
PROD. MINERAUX NON METALL.	300	300	0	0.0	300	0	0.0
PETROLE ET CHARBON	0	0	0	0.0	0	0	0.0
INDUSTRIE CHIMIQUE	500	500	0	0.0	500	0	0.0
MANUFACTURIER DIVERS	400	400	0	0.0	400	0	0.0
TOTAL MANUFACTURIER	12100	11800	-300	-2.5	11800	0	0.0
CONSTRUCTION	7200	7300	100	1.4	7000	-300	-4.1
TRANS. COMM. & SERV. PUBL.	7400	7500	100	1.4	7600	100	1.3
COMMERCE	16600	16800	200	1.2	17100	300	1.8
FINANCE, ASSUR. & AFF. IMM.	4400	4500	100	2.3	4500	0	0.0
ENSEIGNEMENT	8600	8600	0	0.0	8800	200	2.3
SERV. MEDICAUX ET SOCIAUX	9500	9700	200	2.1	9900	200	2.1
ASSOCIATIONS	1100	1000	-100	-9.1	1000	0	0.0
DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS	1200	1100	-100	-8.3	1200	100	9.1
SERVICES AUX ENTREPRISES	3200	3400	200	6.3	3500	100	2.9
SERVICES PERSONNELS	2900	2900	0	0.0	3000	100	3.4
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	6700	6600	-100	-1.5	6700	100	1.5
SERVICES DIVERS	3000	3000	0	0.0	3100	100	3.3
TOTAL SERVICES	36200	36300	100	0.3	37200	900	2.5
ADM. PUBLIQUE ET DEFENSE	23700	22400	-1300	-5.5	21900	-500	-2.2
ENSEMBLE DES SECTEURS	113300	112300	-1000	-0.9	112800	500	0.4

Note: Les données de 1985 incluses dans ce tableau proviennent des estimations faites par le Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle; elles peuvent donc différer, pour chacun des secteurs et pour la somme, de celles produites par Statistique Canada.

TABLEAU 13

REPARTITION SECTORIELLE DE L'EMPLOI, 1985, 1986 et 1987

ABITIBI-TEMISCAMINGUE

SECTEUR	EMPLOI 1985	EMPLOI 1986	VAR. NB	VAR. %	EMPLOI 1987	VAR. NB	VAR. %
AGRICULTURE	2200	2100	-100	-4.5	2000	-100	-4.8
FORETS	1800	2200	400	22.2	2300	100	4.5
CHASSE ET PECHE	0	0	0	0.0	0	0	0.0
MINES	5700	5200	-500	-8.8	5100	-100	-1.9
TOTAL PRIMAIRE	9700	9500	-200	-2.1	9400	-100	-1.1
ALIMENTS ET BOISSONS	400	400	0	0.0	400	0	0.0
TABAC	0	0	0	0.0	0	0	0.0
CAOUTCHOUC ET PLASTIQUE	0	0	0	0.0	0	0	0.0
CUIR	0	0	0	0.0	0	0	0.0
TEXTILE	0	0	0	0.0	0	0	0.0
HABILLEMENT	0	0	0	0.0	0	0	0.0
BOIS	3000	3000	0	0.0	3100	100	3.3
MEUBLE	100	100	0	0.0	100	0	0.0
PAPIER	1200	1300	100	8.3	1400	100	7.7
IMPRIMERIE ET EDITION	100	100	0	0.0	100	0	0.0
METAUX PRIMAIRES	1000	1000	0	0.0	900	-100	-10.0
PRODUITS METALLIQUES	200	200	0	0.0	200	0	0.0
MACHINERIE	200	200	0	0.0	200	0	0.0
EQUIPEMENT DE TRANSPORT	100	100	0	0.0	100	0	0.0
PRODUITS ELECTRIQUES	100	100	0	0.0	100	0	0.0
PROD. MINERAUX NON METALL.	200	200	0	0.0	200	0	0.0
PETROLE ET CHARBON	0	0	0	0.0	0	0	0.0
INDUSTRIE CHIMIQUE	0	0	0	0.0	0	0	0.0
MANUFACTURIER DIVERS	0	0	0	0.0	0	0	0.0
TOTAL MANUFACTURIER	6600	6700	100	1.5	6800	100	1.5
CONSTRUCTION	2000	1900	-100	-5.0	1800	-100	-5.3
TRANS. COMM. & SERV. PUBL.	5100	5200	100	2.0	5300	100	1.9
COMMERCE	9500	9500	0	0.0	9200	-300	-3.2
FINANCE, ASSUR. & AFF. IMM.	1200	1200	0	0.0	1200	0	0.0
ENSEIGNEMENT	4800	4700	-100	-2.1	4600	-100	-2.1
SERV. MEDICAUX ET SOCIAUX	5400	5400	0	0.0	5300	-100	-1.9
ASSOCIATIONS	500	500	0	0.0	400	-100	-20.0
DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS	300	300	0	0.0	300	0	0.0
SERVICES AUX ENTREPRISES	1500	1500	0	0.0	1400	-100	-6.7
SERVICES PERSONNELS	1100	1100	0	0.0	1100	0	0.0
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	3800	3600	-200	-5.3	3600	0	0.0
SERVICES DIVERS	600	600	0	0.0	600	0	0.0
TOTAL SERVICES	18000	17700	-300	-1.7	17300	-400	-2.3
ADM. PUBLIQUE ET DEFENSE	3500	3300	-200	-5.7	3100	-200	-6.1
ENSEMBLE DES SECTEURS	55600	55000	-600	-1.1	54100	-900	-1.6

Note: Les données de 1985 incluses dans ce tableau proviennent des estimations faites par le Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle; elles peuvent donc différer, pour chacun des secteurs et pour la somme, de celles produites par Statistique Canada.

TABLEAU 14

REPARTITION SECTORIELLE DE L'EMPLOI, 1985, 1986 et 1987

COTE-NORD ET NOUVEAU-QUEBEC

SECTEUR	EMPLOI 1985	EMPLOI 1986	VAR. NB	VAR. %	EMPLOI 1987	VAR. NB	VAR. %
AGRICULTURE	200	200	0	0.0	200	0	0.0
FORETS	1100	1300	200	18.2	1500	200	15.4
CHASSE ET PECHE	1000	1000	0	0.0	1000	0	0.0
MINES	5500	5300	-200	-3.6	5400	100	1.9
TOTAL PRIMAIRE	7800	7800	0	0.0	8100	300	3.8
ALIMENTS ET BOISSONS	900	1000	100	11.1	1000	0	0.0
TABAC	0	0	0	0.0	0	0	0.0
CAOUTCHOUC ET PLASTIQUE	0	0	0	0.0	0	0	0.0
CUIR	0	0	0	0.0	0	0	0.0
TEXTILE	0	0	0	0.0	0	0	0.0
HABILLEMENT	0	0	0	0.0	0	0	0.0
BOIS	700	700	0	0.0	700	0	0.0
MEUBLE	0	0	0	0.0	0	0	0.0
PAPIER	1000	1000	0	0.0	1100	100	10.0
IMPRIMERIE ET EDITION	200	200	0	0.0	200	0	0.0
METAUX PRIMAIRES	2300	2200	-100	-4.3	2200	0	0.0
PRODUITS METALLIQUES	200	200	0	0.0	200	0	0.0
MACHINERIE	0	0	0	0.0	0	0	0.0
EQUIPEMENT DE TRANSPORT	0	0	0	0.0	0	0	0.0
PRODUITS ELECTRIQUES	100	100	0	0.0	100	0	0.0
PROD. MINERAUX NON METALL.	0	0	0	0.0	0	0	0.0
PETROLE ET CHARBON	0	0	0	0.0	0	0	0.0
INDUSTRIE CHIMIQUE	0	0	0	0.0	0	0	0.0
MANUFACTURIER DIVERS	0	0	0	0.0	0	0	0.0
TOTAL MANUFACTURIER	5400	5400	0	0.0	5500	100	1.9
CONSTRUCTION	1900	2100	200	10.5	2200	100	4.8
TRANS. COMM. & SERV. PUBL.	5700	6100	400	7.0	6200	100	1.6
COMMERCE	6800	7000	200	2.9	7100	100	1.4
FINANCE, ASSUR. & AFF. IMM.	1600	1800	200	12.5	1800	0	0.0
ENSEIGNEMENT	4100	4100	0	0.0	4200	100	2.4
SERV. MEDICAUX ET SOCIAUX	3900	4100	200	5.1	4300	200	4.9
ASSOCIATIONS	300	300	0	0.0	300	0	0.0
DIVERTISSEMENTS ET LOISIRS	400	500	100	25.0	500	0	0.0
SERVICES AUX ENTREPRISES	1100	1200	100	9.1	1200	0	0.0
SERVICES PERSONNELS	1100	1300	200	18.2	1300	0	0.0
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	2800	3000	200	7.1	3100	100	3.3
SERVICES DIVERS	1000	1100	100	10.0	1100	0	0.0
TOTAL SERVICES	14700	15600	900	6.1	16000	400	2.6
ADM. PUBLIQUE ET DEFENSE	3800	3900	100	2.6	3900	0	0.0
ENSEMBLE DES SECTEURS	47700	49700	2000	4.2	50800	1100	2.2

Note: Les données de 1985 incluses dans ce tableau proviennent des estimations faites par le Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle; elles peuvent donc différer, pour chacun des secteurs et pour la somme, de celles produites par Statistique Canada.